

---

# **DOSSIER D'APPEL D'OFFRES**

**Appel d'Offres Ouvert International No: 01/2014**

---

## **Acquisition et mise en œuvre d'une solution Gouvernance risques et conformité**

---

**Acheteur: CDVM**

**Pays: Maroc**

**Emis le: 04/07/2014**



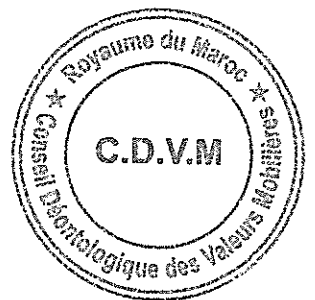
*Handwritten signature and initials*

---

## Préface

Ce Dossier d'appel d'offres pour l'acquisition de biens a été préparé par *[nom de l'Agence d'Exécution]* et a été élaboré à partir du Document type d'appel d'offres pour l'acquisition de biens, établi par la Banque Africaine de Développement (BAD) daté de septembre 2010.

Ce dossier type reflète la structure et les dispositions du Document cadre d'appel d'offres établi par les Banques multilatérales de développement et les Institutions financières international, pour l'acquisition de biens, sauf lorsque des considérations propres à la Banque Africaine de Développement ont exigé des modifications.

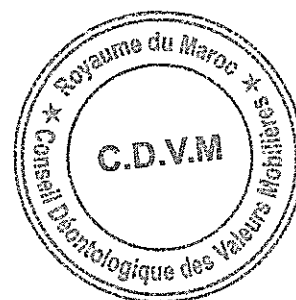


*[Handwritten signature]*  
*[Handwritten signature]*  
*[Handwritten signature]*

---

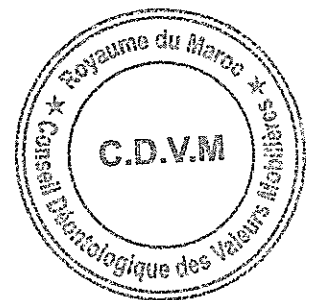
# Table des matières

<b>DOSSIER D'APPEL D'OFFRES</b>	<b>1</b>
Table des matières	3
<b>PARTIE 1 - Procédures d'appel d'offres</b>	<b>4</b>
Section I. Instructions aux Soumissionnaires	5
Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres	31
Section III. Critères d'évaluation et de qualification	37
Section IV. Formulaires de soumission	45
Section V. Pays Eligibles	67
<b>PARTIE 2 - Exigences de l'Acheteur</b>	<b>71</b>
Section VI. Exigences de l'Acheteur	72
<b>PARTIE 3 - Marché et Formulaires</b>	<b>100</b>
Section VII. Cahier des Clauses Administratives Générales	101
Section VIII. Cahier des clauses administratives particulières	125
Section IX. Formulaires du Marché	132



*Handwritten signature and initials.*

## **PARTIE 1 - Procédures d'appel d'offres**

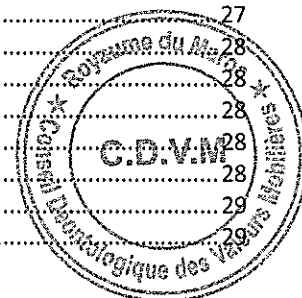


an 12

## Section I. Instructions aux Soumissionnaires

### Table des clauses

Section I. Instructions aux Soumissionnaires.....	5
A. Généralités.....	6
1. Etendue du Marché .....	6
2. Origine des fonds.....	6
3. Fraude et corruption.....	7
4. Candidats éligibles .....	9
5. Biens et services connexes éligibles .....	11
B. Contenu du Dossier d'appel d'offres .....	12
6. Sections du Dossier d'appel d'offres .....	12
7. Éclaircissements apportés au Dossier d'appel d'offres, visite du site, réunion préparatoire.....	13
8. Modifications apportées au Dossier d'appel d'offres.....	14
C. Préparation des offres .....	14
9. Frais de soumission.....	14
10. Langue de l'offre.....	15
11. Documents constitutifs de l'offre .....	15
12. Formulaire d'offre et bordereaux des prix .....	16
13. Variantes.....	16
14. Prix de l'offre et rabais .....	16
15. Monnaies de l'offre et de paiement.....	18
16. Documents attestant des qualifications du soumissionnaire.....	18
17. Documents attestant l'éligibilité des Biens et services connexes .....	18
18. Période de validité des offres .....	19
19. Garantie de soumission .....	19
20. Forme et signature de l'offre.....	21
D. Dépôt et Ouverture des Offres .....	22
21. Dépôt, cachetage et marquage des offres .....	22
22. Date et heure limite de dépôt des offres .....	22
23. Offres hors délai .....	23
24. Retrait, substitution et modification des offres .....	23
25. Ouverture des offres.....	23
E. Examen des offres.....	24
26. Confidentialité .....	24
27. Clarifications concernant les Offres.....	25
28. Conformité des offres.....	25
F. Evaluation et Comparaison des offres .....	26
29. Correction des erreurs arithmétiques .....	26
30. Conversion en une seule monnaie .....	27
31. Ajustement des offres .....	27
32. Qualification du soumissionnaire .....	27
33. Comparaison des offres.....	28
34. Droit de l'Acheteur d'accepter ou de rejeter une ou toutes les offres .....	28
G. Attribution du Marché.....	28
35. Critères d'attribution .....	28
36. Notification de l'attribution du Marché .....	28
37. Signature du Marché .....	29
38. Garantie de bonne exécution .....	29

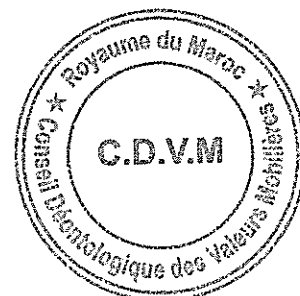


*Signature*

# Section I. Instructions aux Soumissionnaires

## A. Généralités

<b>1. Etendue du Marché</b>	<p>1.1 À l'appui de l'avis d'appel d'offres indiqué dans les Données particulières de l'appel d'offres (DPAO), l'Acheteur tel qu'indiqué dans les DPAO, émet le présent Dossier d'appel d'offres en vue de l'obtention des Biens et Services connexes spécifiés à la Section VI, Exigences de l'Acheteur. Le nom, le numéro d'identification et le nombre de lots figurent dans les DPAO.</p> <p>1.2 Sauf disposition contraire, tout au long du présent Dossier d'appel d'offres, les définitions et interprétations seront comme il est prescrit à la Section VII, Cahier des Clauses administratives générales.</p>
<b>2. Origine des fonds</b>	<p>2.1 L'Emprunteur ou le Bénéficiaire (ci-après dénommé « l'Emprunteur ») dont le nom figure dans les DPAO a sollicité ou obtenu un financement (ci-après dénommé « les fonds ») de le Banque Africaine de Développement (ci-après dénommée « la Banque »), en vue de financer le projet décrit dans ces DPAO. L'Emprunteur a l'intention d'utiliser une partie des fonds pour effectuer des paiements autorisés au titre du (des) Marché(s) pour le(s)quel(s) le présent appel d'offres est lancé.</p> <p>2.2 La Banque n'effectuera les paiements qu'à la demande de l'Emprunteur, après avoir approuvé lesdits paiements, conformément aux clauses et conditions de l'accord de financement intervenu entre l'Emprunteur et la Banque (ci-après dénommé « l'Accord de Prêt ». Ces paiements seront soumis à tous égards aux clauses et conditions dudit Accord de Prêt. Aucune partie autre que l'Emprunteur ne peut se prévaloir de l'un quelconque des droits stipulés dans l'Accord de Prêt ni prétendre détenir une créance sur les fonds.</p>



*Handwritten signature and initials.*

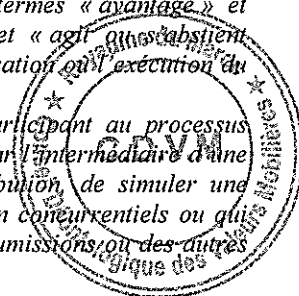
<b>3. Fraude et corruption</b>	<p>3.1 La Banque a pour principe, dans le cadre des marchés qu'elle finance, de demander aux Emprunteurs (y compris les bénéficiaires de ses financements) ainsi qu'aux soumissionnaires, fournisseurs, entrepreneurs et leurs agents (déclarés ou non), sous-traitants, sous-consultants, prestataires de services ou fournisseurs ainsi que leur personnel, d'observer, lors de la passation et de l'exécution de ces marchés<sup>1</sup>, les normes d'éthique les plus élevées. En vertu de ce principe, la Banque :</p> <p>(a) aux fins d'application de la présente disposition, définit comme suit les termes suivants :</p> <p>(i) est coupable de « corruption » quiconque offre, donne, sollicite ou accepte, directement ou indirectement, quelque chose de valeur en vue d'influencer indûment l'action d'une autre partie<sup>2</sup>;</p> <p>(ii) se livre à des « manœuvres frauduleuses » quiconque agit ou s'abstient d'agir, ou dénature des faits, induit en erreur délibérément ou par imprudence ou cherche à induire en erreur une partie afin d'en tirer un avantage financier ou autre, ou de se soustraire à une obligation<sup>3</sup>;</p> <p>(iii) se livrent à des « manœuvres collusoires » des parties<sup>4</sup> qui s'entendent afin d'atteindre un objectif illicite, notamment en influençant indûment les actions d'autres parties ;</p> <p>(iv) se livre à des « manœuvres coercitives » quiconque nuit ou porte préjudice, ou menace de nuire ou de porter préjudice directement ou indirectement à une partie ou à ses</p>
--------------------------------	--

<sup>1</sup> Dans ce contexte, est interdite toute action menée en vue d'influencer le processus de sélection ou l'exécution d'un contrat pour en tirer un avantage indu.

<sup>2</sup> Aux fins du présent alinéa, « une autre partie » désigne tout agent public agissant dans le cadre du processus de sélection ou de l'exécution d'un marché. Dans ce contexte, le terme « agent public » s'étend aux membres du personnel de la Banque et aux employés des autres organisations prenant ou examinant les décisions de passation de marché.

<sup>3</sup> Aux fins du présent alinéa, le terme « partie » désigne un agent public ; les termes « avantage » et « obligation » ont trait au processus de passation ou à l'exécution du marché, et « agit ou s'abstient d'agir » fait référence à tout acte ou omission visant à influencer le processus de passation ou l'exécution du marché.

<sup>4</sup> Aux fins du présent alinéa, le terme « parties » fait référence aux personnes participant au processus d'acquisition (y compris les agents publics) qui entreprend soit à titre personnel ou par l'intermédiaire d'une autre personne ou entité ne participant pas au processus d'acquisition ou d'attribution, de simuler une procédure compétitive ou d'établir les prix du contrat à des niveaux artificiels et non concurrentiels ou qui entretient une relation de connivence permettant d'avoir accès aux prix des autres soumissions ou des autres conditions du marché.

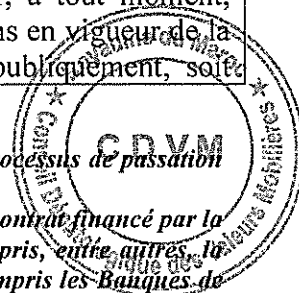


*M. L.*

	<p>biens en vue d'influencer indûment les actions de ladite personne<sup>5</sup> ;</p> <p>(v) se livre à des « manœuvres obstructives »</p> <p>(v.1) quiconque détruit, falsifie, altère ou dissimule délibérément des éléments de preuve sur lesquels se fonde une enquête ou de faire des fausses déclarations aux enquêteurs afin d'entraver une enquête de la Banque sur des accusations liées à des faits de corruption, de fraude, de coercition ou de collusion ; et/ou bien menace, harcèle ou intimide une personne dans le but de l'empêcher de révéler des informations relatives à cette enquête ou de l'empêcher de poursuivre l'enquête ou</p> <p>(v.2) celui qui entrave délibérément l'exercice par la Banque de son droit d'examen et de vérification tel que prévu au paragraphe 3.1(e) ci-dessous ;</p> <p>(b) rejettera la proposition d'attribution du marché si elle établit que le soumissionnaire auquel il est recommandé d'attribuer le marché ou un des membres de son personnel ou ses agents, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de services, fournisseurs et/ou leurs employés, est coupable, directement ou indirectement, de corruption ou s'est livré à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives en vue de l'obtention de ce marché ;</p> <p>(c) déclarera la passation du marché non conforme et annulera la fraction du financement allouée à un marché si elle détermine, à un moment quelconque, que les représentants de l'Emprunteur ou d'un bénéficiaire des produits du financement s'est livré à la corruption ou à des manœuvres frauduleuses, collusoires, coercitives ou obstructives pendant la procédure de passation du marché ou l'exécution du marché sans que l'Emprunteur ait pris, en temps voulu et à la satisfaction de la Banque, les mesures nécessaires pour remédier à cette situation, y compris en manquant à son devoir d'informer la Banque en temps utile lorsqu'ils ont eu connaissance desdites pratiques ;</p> <p>(d) sanctionnera l'entreprise ou le fournisseur, à tout moment, conformément aux procédures de sanctions en vigueur de la Banque<sup>6</sup>, y compris en le/la déclarant publiquement, soit :</p>
--	--

<sup>5</sup> Aux fins du présent alinéa, le terme « partie » désigne une personne participant au processus de passation de marché ou à l'exécution du marché.

<sup>6</sup> Une entreprise ou un fournisseur peut être exclu de tout processus d'attribution d'un contrat financé par la Banque à la suite i) des conclusions des procédures de sanctions de la Banque, y compris, entre autres, la sanction croisée convenues avec les autres institutions financières internationales, y compris les Banques de

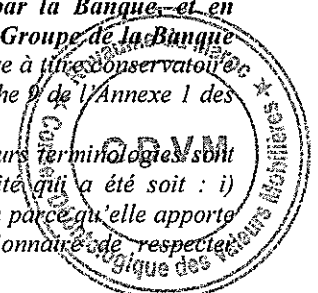




	<p>indéfiniment soit pour une période déterminée, exclu i) de tout processus d'attribution de marchés financés par la Banque, et ii) de toute possibilité d'être retenu<sup>7</sup> comme sous-traitant, fournisseur, ou prestataire de services d'une entreprise qui est par ailleurs susceptible de se voir attribuer un marché financé par la Banque ; et</p> <p>(e) pourra exiger que le dossier d'appel d'offres et les marchés financés par la Banque contiennent une clause demandant aux soumissionnaires et à leurs agents, membres du personnel, sous-consultants, sous-traitants, prestataires de services ou fournisseurs, d'autoriser la Banque à examiner tous leurs comptes, registres et autres documents relatifs à la soumission des offres et à l'exécution du marché, et à les soumettre pour vérification à des auditeurs désignés par la Banque.</p> <p>3.2 En outre, l'attention du Soumissionnaire est attirée sur les dispositions de la Section VII, Cahier des Clauses administratives générales.</p>
<b>4. Candidats éligibles</b>	<p>4.1 Un Soumissionnaire peut être une personne physique ou morale, une entité privée ou publique (sous réserve des dispositions de l'article 4.5 des IS) ou toute combinaison entre elles avec une volonté formelle établie par une lettre d'intention de conclure un accord ou ayant conclu un accord de groupement, consortium ou association (GECA). En cas de groupement, consortium ou association :</p> <p>a) sauf spécification contraire dans les DPAO, toutes les parties membres sont conjointement et solidairement responsables.</p> <p>b) le GECA désignera un Mandataire avec pouvoir de représenter valablement tous les membres durant l'appel d'offre, et en cas d'attribution du Marché à ce GECA, durant l'exécution du Marché.</p>

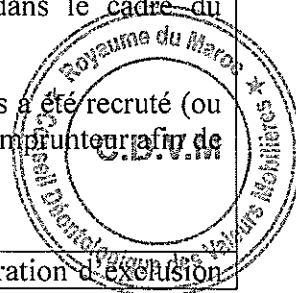
développement multilatérales, ou selon toute décision qui sera prise par ailleurs par la Banque, et en application de la Proposition de mise en place d'un processus de sanction au sein du Groupe de la Banque africaine de développement ; et ii) d'une suspension temporaire ou suspension temporaire à titre conservatoire décidée dans le cadre d'une procédure de sanction en cours. Voir renvoi 13 et paragraphe 9 de l'Annexe 1 des Règles et Procédures pour l'acquisition des Biens et Travaux.

<sup>7</sup> Un sous-traitant, consultant, fabricant, fournisseur ou prestataire de services (plusieurs terminologies sont utilisées en fonction des dossiers d'appel d'offres) désigné est une personne ou entité qui a été soit : i) introduite par le soumissionnaire lors du processus de pré-qualification ou dans son offre parce qu'elle apporte une expérience et un savoir-faire spécifiques et essentiels permettant au soumissionnaire de respecter l'exigence de qualification pour l'offre concernée ou ii) désignée par l'Emprunteur



*Handwritten signature and initials.*

	<p>4.2 Un Soumissionnaire, et toutes les parties constituant le Soumissionnaire, peuvent avoir la nationalité de tout pays en conformité avec les Règles et Procédures pour l'Acquisition des Biens et Travaux et tel que défini à la Section V, Pays Eligibles. Un Soumissionnaire sera réputé avoir la nationalité d'un pays donné s'il en est ressortissant ou s'il y est constitué en société, fondée et enregistrée dans ce pays, et fonctionnant conformément au Droit de ce pays. Ce même critère s'appliquera à la détermination de la nationalité des sous-traitants et fournisseurs pour toute partie du Marché, y compris les Services connexes.</p>
	<p>4.3 Un Soumissionnaire ne peut se trouver en situation de conflit d'intérêt. Tout soumissionnaire qui se trouve dans une situation de conflit d'intérêt sera disqualifié. Un soumissionnaire peut être en situation de conflit d'intérêt vis-à-vis d'une ou plusieurs autres parties dans cet appel d'offres</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) s'ils ont des partenaires communs en position de les contrôler ou diriger leurs actions ; ou</li> <li>b) s'ils reçoivent ou ont reçu des subventions directement ou indirectement de l'un d'entre eux ; ou</li> <li>c) S'ils ont le même représentant légal pour les besoins du présent appel d'offre ; ou</li> <li>d) ils ont les uns avec les autres, directement ou par le biais de tiers, une relation qui leur permet d'avoir accès à des informations ou une influence sur l'offre d'un autre Soumissionnaire, ou d'influencer les décisions de l'Acheteur au sujet de ce processus d'appel d'offres; ou</li> <li>e) s'il participe à plus d'une offre dans le cadre de cet appel d'offres. Un soumissionnaire qui participe à plusieurs offres provoquera la disqualification de toutes les offres auxquelles il aura participé. Toutefois, un sous-traitant pourra figurer en tant que sous-traitant dans plusieurs offres, mais en cette qualité de sous-traitant seulement; ou</li> <li>f) s'il a fourni des services de conseil pour la préparation des documents de la Section VI, utilisés dans le cadre du présent appel d'offres; ou</li> <li>g) si le Soumissionnaire ou un de ses affiliés a été recruté (ou devrait être recruté) par l'Acheteur ou l'Emprunteur afin de superviser l'exécution du Marché.</li> </ul>
	<p>4.4 Un Soumissionnaire faisant l'objet d'une déclaration d'exclusion</p>



*M L*

	prononcée par la Banque conformément à l'article 3 des IS, à la date limite de réception des offres ou ultérieurement, est disqualifiée.
	4.5 Les entreprises publiques du pays de l'Acheteur sont admises à participer uniquement si elles peuvent établir (i) qu'elles jouissent d'une autonomie juridique et financière, (ii) qu'elles sont gérées selon les règles du droit commercial, et (iii) qu'elles ne sont pas des agences qui dépendent de l'Acheteur ou de l'Emprunteur.
	4.6 Le Soumissionnaire ne doit pas être sous le coup d'une sanction relative à une Déclaration de Garantie d'Offre dans le pays de l'Acheteur.
	4.7 Les Soumissionnaires doivent fournir toutes pièces que l'Acheteur peut raisonnablement demander établissant à la satisfaction de l'Acheteur qu'ils continuent d'être admis à concourir.
	4.8 Une entreprise d'un pays éligible peut être exclue: <ul style="list-style-type: none"> <li>a) si la loi ou la réglementation du pays de l'Emprunteur interdit les relations commerciales avec le pays de l'entreprise; ou</li> <li>b) si, en application d'une décision prise par le Conseil de Sécurité des Nations Unies au titre du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le pays de l'Emprunteur interdit toute importation de biens en provenance du pays de l'entreprise ou tout paiement aux personnes physiques ou morales dudit pays.</li> </ul>
	4.9 Dans le cas où cet appel d'offres a été précédé d'une préqualification, seuls les candidats préqualifiés sont admis à déposer une offre.
	4.10 Une entreprise ou un fournisseur sanctionné par la Banque en vertu des dispositions du paragraphe 3.1(d) ci-dessus ou en vertu des Politiques et procédures de la Banque sur la lutte contre la corruption et la fraude et des Procédures de sanctions de la Banque <sup>8</sup> ne pourra être attributaire d'un marché financé par la Banque ou tirer avantage d'un marché financé par la Banque, financièrement ou de toute autre manière, pour la période déterminée par la Banque.
<b>5. Biens et</b>	<b>5.1 Tous les biens et services connexes faisant l'objet du présent</b>

<sup>8</sup> Voir la Proposition de mise en place d'un processus de sanctions au sein du Groupe de la Banque africaine de développement et la Politique de dénonciation et de traitement des plaintes de la Banque. Les procédures de sanctions de la Banque sont publiées sur le site internet public de la Banque.



*Handwritten signature and initials.*

<b>services connexes éligibles</b>	marché et financés par la Banque devront avoir pour pays d'origine un pays éligible conformément aux Règles et Procédures pour l'Acquisition de Biens et Travaux de la Banque et tel que défini à la Section V, Pays Eligibles.
	5.2 Aux fins de la présente clause, le terme «Biens» désigne les produits, matières premières, machines, équipements et les installations industrielles ; et le terme «Services connexes» désigne notamment des services tels que l'assurance, le transport, l'installation, la formation et la maintenance initiale.
	5.3 Le terme « pays d'origine » désigne le pays où les biens sont extraits, poussent, sont cultivés, produits, fabriqués ou transformés ; ou bien le pays où un processus de fabrication, de transformation ou d'assemblage de composants importants et intégrés aboutit à l'obtention d'un article commercialisable dont les caractéristiques de base sont substantiellement différentes de celles de ses composants importés.
	5.4 La nationalité de l'entreprise qui produit, assemble, distribue ou vend les Biens, ne détermine pas leur origine.

### **B. Contenu du Dossier d'appel d'offres**

<b>6. Sections du Dossier d'appel d'offres</b>	6.1 Le Dossier d'appel d'offres comprend les Parties 1, 2 et 3, qui incluent toutes les Sections dont la liste figure ci-après. Il doit être interprété à la lumière de tout additif éventuellement émis conformément à l'article 8 des IS.
	<p><b>PARTIE 1: Procédures d'appel d'offres</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Section I. Instructions aux soumissionnaires (IS)</li> <li>• Section II. - Données Particulières de l'Appel d'Offres (DPAO)</li> <li>• Section III. Critères d'évaluation et de qualification</li> <li>• Section IV. Formulaires de soumission</li> <li>• Section V. Pays Eligibles</li> </ul> <p><b>PARTIE 2: Exigences de l'Acheteur</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Section VI. Conditions requises</li> </ul> <p><b>PARTIE 3: Marché et formulaires</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Section VII. Cahier des Clauses administratives</li> </ul>

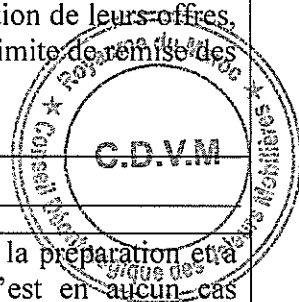


12  
M 2

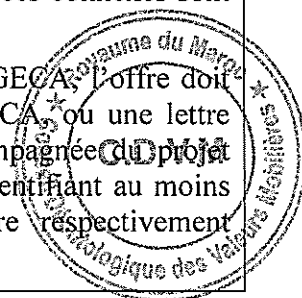
	<p>générales (CCAG)</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Section VIII. Cahier des Clauses administratives particulières (CCAP)</li> <li>• Section IX. Formulaires du Marché</li> </ul>
	<p>6.2 L'avis d'appel d'offres publié par l'Acheteur ne fait pas partie du Dossier d'appel d'offres.</p> <p>6.3 Le Soumissionnaire doit obtenir le Dossier d'appel d'offres de la source indiquée par l'Acheteur dans l'avis d'appel d'offres ; sinon, l'Acheteur ne sera pas responsable de l'intégrité du Dossier d'appel d'offres.</p> <p>6.4 Le Soumissionnaire doit examiner l'ensemble des instructions, formulaires, conditions et spécifications figurant dans le Dossier d'appel d'offres. Il lui appartient de fournir tous les renseignements et documents demandés dans le Dossier d'appel d'offres. Toute carence à cet égard peut entraîner le rejet de son offre.</p>
<b>7.Éclaircissements apportés au Dossier d'appel d'offres, visite du site, réunion préparatoire</b>	<p>7.1 Tout candidat éventuel désirant des éclaircissements sur les documents doit contacter l'Acheteur, par écrit, à l'adresse de l'Acheteur indiquée dans les DPAO ou soumettre ses requêtes durant la réunion préparatoire éventuellement prévue selon les dispositions de l'article 7.4 des IS. L'Acheteur répondra par écrit à toute demande d'éclaircissements reçue au plus tard le nombre de jours avant la date limite de remise des offres indiqué dans les DPAO. Il adressera une copie de sa réponse (indiquant la question posée mais sans mention de l'auteur) à tous les candidats éventuels qui auront obtenu le Dossier d'appel d'offres en conformité avec l'article 6.3 des IS. Au cas où l'Acheteur jugerait nécessaire de modifier le Dossier d'appel d'offres suite aux éclaircissements fournis, il le fera conformément à la procédure stipulée aux articles 8 et 22.2 des IS.</p>
	<p>7.2 Le cas échéant, il est conseillé au Soumissionnaire de visiter et d'inspecter le site du projet et d'obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, tous les renseignements qui peuvent être nécessaires pour la préparation de l'offre et la <del>passation d'un</del> <sup>passation d'un</sup> contrat et pour l'exécution du Marché. Les coûts <del>liés à la visite du</del> <sup>liés à la visite du</sup> site sont à la seule charge du Soumissionnaire.</p> <p>7.3 Lorsque conformément à l'article 7.2 des IS, l'Acheteur autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents à <del>penétrer dans ses</del> <sup>penétrer dans ses</sup> locaux et sur ses terrains aux fins de ladite visite, ce sera <del>seulement</del> <sup>seulement</sup></p>

an 12

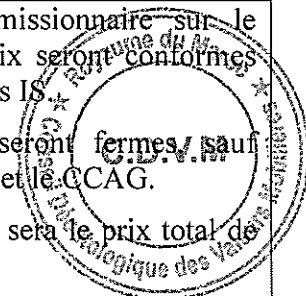
	<p>à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents dégagent l'Acheteur, ses employés et agents, de toute responsabilité pouvant en résulter et les indemnisent si nécessaire, et qu'ils demeurent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.</p> <p>7.4 Lorsque cela est prévu par les DPAO, le représentant que le Soumissionnaire aura désigné est invité à assister à une réunion préparatoire au dépôt des offres. L'objet de la réunion est de clarifier tout point et répondre aux questions qui pourraient être soulevées à ce stade. Si cela est spécifié dans les DPAO, l'Acheteur organisera une visite de site.</p> <p>7.5 Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit, de façon qu'elle parvienne l'Acheteur au moins une semaine avant la réunion préparatoire.</p> <p>7.6 Le compte-rendu de la réunion, incluant le texte des questions posées et des réponses données sans identification de l'auteur, y compris les réponses préparées après la réunion, sera transmis sans délai à tous ceux qui ont acheté le dossier d'appel d'offres en conformité avec les dispositions de l'article 6.3 des IS. Toute modification des documents d'appel d'offres qui pourrait s'avérer nécessaire à l'issue de la réunion préparatoire sera faite par l'Acheteur en publiant un additif conformément aux dispositions de l'article 8 des IS, et non par le canal du compte-rendu de la réunion préparatoire.</p> <p>7.7 Le fait qu'un soumissionnaire n'assiste pas à la réunion préparatoire à l'établissement des offres, ne constituera pas un motif de disqualification.</p>
<p><b>8. Modifications apportées au Dossier d'appel d'offres</b></p>	<p>8.1 L'Acheteur peut, à tout moment, avant la date limite de remise des offres, modifier le Dossier d'appel d'offres en émettant un additif.</p> <p>8.2 Tout additif émis sera considéré comme faisant partie intégrante du Dossier d'appel d'offres et sera communiqué par écrit à tous ceux qui ont obtenu le Dossier d'appel d'offres en conformité avec les dispositions de l'article 6.3 des IS.</p> <p>8.3 Afin de laisser aux soumissionnaires éventuels un délai raisonnable pour prendre en compte l'additif dans la préparation de leurs offres, l'Acheteur peut, à sa discrétion, reporter la date limite de remise des offres conformément à l'alinéa 22.2 des IS.</p>
<p style="text-align: center;"><b>C. Préparation des offres</b></p>	
<p><b>9. Frais de soumission</b></p>	<p>9.1 Le candidat supportera tous les frais afférents à la préparation et à la présentation de son offre, et l'Acheteur n'est en aucun cas</p>



	responsable de ces frais ni tenu de les régler, quels que soient le déroulement ou les résultats du processus d'appel d'offres.
<b>10. Langue de l'offre</b>	10.1 L'Offre ainsi que toute la correspondance et tous les documents concernant la soumission, échangés entre le Soumissionnaire et l'Acheteur seront rédigés dans la langue indiquée dans les DPAO. Les documents complémentaires et les imprimés fournis par le Soumissionnaire dans le cadre de la soumission peuvent être rédigés dans une autre langue à condition d'être accompagnés d'une traduction dans la langue stipulée, auquel cas, aux fins d'interprétation de l'offre, cette traduction fera foi.
<b>11. Documents constitutifs de l'offre</b>	<p>11.1 L'offre comprendra les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le formulaire d'Offre</li> <li>b) les formulaires de la Section IV, Formulaires de soumission, dûment remplis;</li> <li>c) la Garantie de soumission ou la Déclaration de garantie de l'offre, établie conformément aux dispositions de l'article 19 des IS ;</li> <li>d) des variantes à l'initiative du Soumissionnaire, si leur présentation est permise, conformément aux dispositions de l'article 13 des IS ;</li> <li>e) la confirmation écrite de l'habilitation du signataire de l'Offre à engager le Soumissionnaire, conformément aux dispositions de l'article 20.2 des IS ;</li> <li>f) des pièces attestant, conformément aux dispositions de l'article 17.1 des IS que les Biens et Services connexes devant être fournis par le Soumissionnaire éligible ;</li> <li>g) des pièces établies selon les formulaires adéquats de la Section IV, Formulaires de soumission, attestant que le Soumissionnaire possède les qualifications voulues en conformité avec les exigences de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.</li> <li>h) comme indiquée dans les DTAO, des pièces établies selon les formulaires adéquats de la Section IV, Formulaires de soumission, attestant que les Biens et services connexes sont conformes au Dossier d'appel d'offres ;</li> <li>i) dans le cas d'une offre présentée par un GECA, l'offre doit inclure soit une copie de l'accord de GECA, ou une lettre d'intention de constituer le GECA accompagnée du projet d'accord, signée par tous les membres, identifiant au moins les exigences de l'Acheteur devant être respectivement réalisées par chacun des membres ; et</li> </ul>



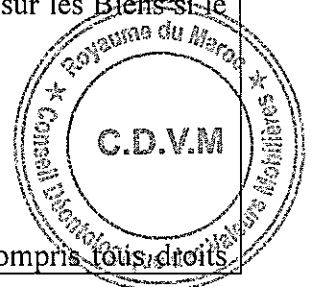
	j) tout autre document stipulé dans les DPAO.
<b>12. Formulaire d'offre et bordereaux des prix</b>	12.1 Le Soumissionnaire soumettra son Offre en remplissant le formulaire d'offre fourni à la Section IV, Formulaires de soumission, sans apporter de modification à sa présentation, et aucun autre format ne sera accepté. Toutes les rubriques doivent être remplies de manière à fournir les renseignements demandés.
<b>13. Variantes</b>	<p>13.1 Sauf indication contraire dans les DPAO, les variantes ne seront pas prises en compte. Lorsque des offres variantes sont permises, la méthode utilisée pour leur évaluation sera indiquée dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification</p> <p>13.2 Lorsque des délais d'exécution variables sont permis, les DPAO préciseront ces délais, et indiqueront la méthode retenue pour l'évaluation de différents délais d'exécution proposés par les Soumissionnaires.</p> <p>13.3 Excepté dans le cas mentionné à l'article 13.4 ci-dessous, les soumissionnaires souhaitant offrir des variantes techniques aux spécifications du Dossier d'appel d'offres doivent d'abord chiffrer les exigences définies par l'Acheteur telles que décrites dans le Dossier d'Appel d'offres, et fournir en outre tous les renseignements dont l'Acheteur a besoin pour procéder à l'évaluation complète de la variante proposée, y compris les plans, notes de calcul, spécifications techniques, sous détails de prix et méthodes de construction proposées, et tous autres détails utiles. Le cas échéant, seules les variantes techniques du Soumissionnaire ayant offert l'offre conforme aux exigences de base évaluée la moins disante seront examinées par l'Acheteur.</p> <p>13.4 Quand les soumissionnaires sont autorisés dans les DPAO, à soumettre directement des variantes techniques pour certaines parties des exigences de l'Acheteur, ces parties doivent être identifiées dans les DPAO, ainsi que la méthode d'évaluation correspondante, et décrites dans les Spécifications techniques de la Section VI Exigences de l'Acheteur.</p>
<b>14. Prix de l'offre et rabais</b>	<p>14.1 Les prix et rabais indiqués par le Soumissionnaire sur le formulaire d'Offre et les Bordereaux de prix seront conformes aux stipulations ci-après de la Clause 14.2 des IS.</p> <p>14.2 Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes, sauf stipulation contraire figurant dans les DPAO et le CCAG.</p> <p>14.3 Le prix à indiquer sur le formulaire d'Offre sera le prix total de l'Offre, hors tout rabais éventuel.</p>



AM 25



	<p>14.4 Le Soumissionnaire indiquera tout rabais inconditionnel et la méthode d'application dudit rabais dans le formulaire d'Offre</p> <p>14.5 Les termes « EXW, CIF, CIP » et autres termes analogues seront régis par les règles prescrites dans la dernière édition d'Incoterms publiée par la Chambre de Commerce Internationale comme indiqué dans les DPAO.</p>
	<p>14.6 Les prix seront indiqués comme requis dans chacun des Bordereaux de prix fournis à la Section IV, Formulaires de soumission. La décomposition du prix entre ses différentes composantes n'aura pour but que de faciliter la comparaison des offres par l'Acheteur. Elle ne limitera en aucune façon le droit de l'Acheteur de passer le marché sur la base de l'une quelconque des conditions offertes par le Soumissionnaire. Le Soumissionnaire est libre, en indiquant le prix, de recourir à un transporteur et d'obtenir des prestations d'assurance en provenance de tout pays, en accord avec les Règles et Procédures de la Banque pour les acquisitions de biens et travaux et la Section V, Pays Eligibles. Les prix seront présentés de la manière suivante :</p> <p>a. Pour les Biens originaires du pays de l'Acheteur :</p> <p>(i) le prix des Biens indiqué sur la base des Incoterms stipulés dans les DPAO ;</p> <p>(ii) les taxes sur les ventes et autres taxes perçues dans le pays de l'Acheteur qui seront dues sur les Biens si le Marché est attribué ; et</p> <p>(iii) le prix total pour l'article.</p> <p>b. Pour les Biens originaires d'un pays étranger :</p> <p>(i) le prix des Biens indiqué sur la base des Incoterms stipulés dans les DPAO ;</p> <p>(ii) les taxes sur les ventes et autres taxes perçues dans le pays de l'Acheteur qui seront dues sur les Biens si le Marché est attribué ; et</p> <p>(iii) le prix total pour l'article.</p> <p>c. Pour les Services connexes :</p> <p>(i) le prix des Services connexes, y compris tous droits</p>



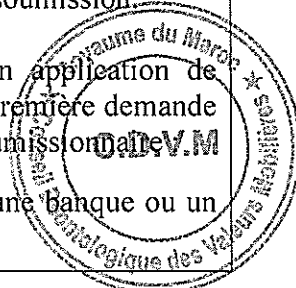
12

*[Signature]*

	d'entrée, taxes sur les ventes et toutes autres taxes payées ou à payer dans le pays de l'Acheteur si le Marché est attribué au Soumissionnaire.
	<p>14.7 Les prix offerts par le Soumissionnaire seront fermes pendant toute la durée d'exécution du Marché par le Soumissionnaire et ne pourront varier en aucune manière, sauf stipulation contraire figurant dans les DPAO. Une offre assortie d'une clause de révision des prix sera considérée comme non conforme et sera écartée, en application de l'article 28 des IS. Cependant, si les DPAO prévoient que les prix seront révisibles pendant la période d'exécution du Marché, une offre à prix ferme ne sera pas rejetée, mais la révision de prix sera considérée comme égale à zéro.</p> <p>14.8 La clause 1.1 des IS peut prévoir que l'appel d'offres est lancé pour un seul marché (lot) ou pour un groupe de marchés (lots). Sauf indication contraire dans les DPAO, les prix indiqués devront correspondre à la totalité (100%) des articles de chaque lot, et à la totalité (100%) de la quantité indiquée pour chaque article. Les Soumissionnaires désirant offrir une réduction de prix en cas d'attribution de plus d'un lot spécifieront les réductions applicables à chaque groupe de lots. Les réductions de prix ou rabais accordés seront proposés conformément à l'alinéa 14.4 des IS, à la condition toutefois que les offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes en même temps.</p>
<b>15. Monnaies de l'offre et de paiement</b>	15.1 Les offres seront libellées dans la (ou les) monnaie(s) tel que stipulé aux DPAO. Les paiements au titre du Marché seront effectués de la même manière.
<b>16. Documents attestant des qualifications du soumissionnaire</b>	<p>16.1 Pour établir qu'il possède les qualifications requises pour exécuter le Marché en conformité avec la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, le Soumissionnaire fournira tous les renseignements demandés à la Section IV, Formulaires de soumission.</p> <p>16.2 Si cela est exigé dans les DPAO, le Soumissionnaire qui ne fabrique ou ne produit pas les Biens qu'il offre, soumettra une Autorisation du Fabrikant, en utilisant à cet effet le formulaire inclus dans la Section IV, Formulaires de soumission.</p> <p>16.3 Si cela est exigé dans les DPAO, au cas où il n'est pas établi dans le pays de l'Acheteur, le Soumissionnaire soumettra des documents montrant qu'il y est ou sera représenté par un Agent équipé et en mesure de répondre aux obligations contractuelles et aux exigences de l'Acheteur en matière d'entretien, de réparations et de fournitures de pièces détachées.</p>
<b>17. Documents</b>	17.1 Pour établir que les Biens et Services connexes répondent aux

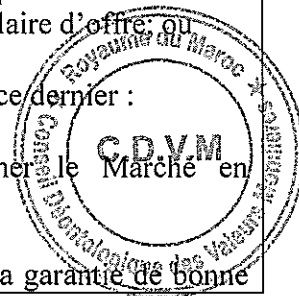
12  
MLK

<b>attestant l'éligibilité des Biens et services connexes</b>	critères d'éligibilité, en application des dispositions de l'article 5 des IS, les Soumissionnaires rempliront les déclarations figurant à la Section IV, Formulaire de soumission.
<b>18. Période de validité des offres</b>	<p>18.1 Les offres demeureront valables pendant la période spécifiée dans les DPAO après la date limite de remise des offres fixée par l'Acheteur. Une offre valable pour une période plus courte sera considérée comme non conforme et rejetée par l'Acheteur.</p> <p>18.2 Exceptionnellement, avant l'expiration de la période de validité des offres, l'Acheteur peut demander aux soumissionnaires de proroger la durée de validité de leur offre. La demande et les réponses seront formulées par écrit. S'il est demandé une garantie de soumission en application de l'article 19 des IS, sa validité sera prolongée pour une durée excédant de 28 jours la date limite prorogée de validité des offres. Un soumissionnaire peut refuser de proroger la validité de son offre sans perdre sa garantie. Un soumissionnaire qui consent à cette prorogation ne se verra pas demander de modifier son offre, ni ne sera autorisé à le faire, sous réserve des dispositions de l'article 18.3 des IS.</p> <p>18.3 Dans le cas des marchés à prix ferme, si l'attribution est retardée de plus de cinquante-six (56) jours au-delà de la période initiale de validité de l'offre, le prix du Marché sera actualisé par un facteur spécifié dans la demande de prorogation. L'évaluation des offres sera basée sur le prix de l'offre sans prise en considération de l'actualisation susmentionnée.</p>
<b>19. Garantie de soumission</b>	<p>19.1 Le Soumissionnaire fournira, au choix de l'Acheteur comme indiqué dans les DPAO, sous la forme d'un document original soit une Déclaration de garantie de l'offre ou une Garantie de soumission, qui fera partie intégrante de son offre, utilisant le modèle approprié figurant à la Section IV, Formulaire de soumission. Dans le cas d'une Garantie de soumission, le montant de la garantie et la monnaie dans laquelle elle sera libellée seront indiqués dans les DPAO.</p> <p>19.2 Une Déclaration de garantie de l'offre sera rédigée selon le modèle figurant à la Section IV, Formulaire de soumission.</p> <p>19.3 Si une Garantie de soumission est exigée en application de l'article 19.1 des IS, elle sera une garantie sur première demande sous l'une des formes ci-après, au choix du Soumissionnaire :</p> <p>a) une garantie inconditionnelle émise par une banque ou un organisme de cautionnement ;</p>



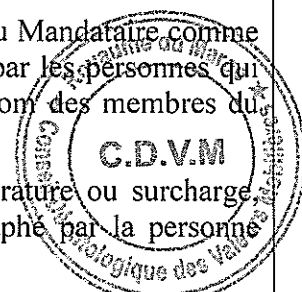
10  
M Z

	<p>b) une lettre de crédit irrévocable ;</p> <p>c) un chèque de banque ou un chèque certifié ;</p> <p>le tout émis par une source connue établie dans un pays éligibles. Si la garantie est émise par une compagnie d'assurance ou un organisme de cautionnement situé en dehors du pays de l'Acheteur, l'organisme d'émission devra avoir une institution financière correspondante située dans le pays de l'Acheteur permettant d'appeler la garantie. Dans le cas d'une garantie bancaire, la garantie sera présentée, soit à l'aide du formulaire de garantie de soumission figurant à la Section IV, Formulaires de soumission, ou sous une forme similaire pour l'essentiel, ayant fait l'objet de l'approbation de l'Acheteur préalablement. Dans les deux cas, le formulaire doit comporter le nom complet du Soumissionnaire. La garantie de soumission demeurera valide pendant vingt-huit jours (28) après l'expiration de la période de validité de l'offre, y compris si la période de validité de l'offre est prorogée en application de l'article 18.2 des IS.</p> <p>19.4 Toute offre non accompagnée d'une garantie de soumission ou d'une déclaration de garantie conforme pour l'essentiel, selon l'option retenue en application de l'article 19.1 des IS, sera écartée par l'Acheteur comme étant non conforme.</p> <p>19.5 Si une garantie de soumission est exigée en application de l'article 19.1 des IS, les garanties de soumission des soumissionnaires non retenus leur seront restituées le plus rapidement possible après que le Soumissionnaire retenu aura fourni la garantie de bonne exécution prescrite à l'article 38 des IS.</p> <p>19.6 La garantie de soumission du Soumissionnaire retenu lui sera restituée dans les meilleurs délais après la signature du Marché, et contre remise de la garantie de bonne exécution requise</p> <p>19.7 La garantie de soumission peut être saisie ou la Déclaration de garantie de l'offre exécutée:</p> <p>a) si le Soumissionnaire retire son offre pendant le délai de validité qu'il aura spécifié dans le Formulaire d'offre; ou</p> <p>b) s'agissant du soumissionnaire retenu, si ce dernier :</p> <p>i) manque à son obligation de signer le Marché en application de l'article 37 des IS ; ou</p> <p>ii) manque à son obligation de fournir la garantie de bonne</p>
--	---



*Handwritten signature and initials.*

	<p>exécution en application de l'article 38 des IS.</p> <p>19.8 La Garantie de soumission ou la Déclaration de garantie de l'offre d'un GECA doit être au nom du GECA qui a soumis l'offre. Si un GECA n'a pas été formellement constitué lors du dépôt de l'offre, la Garantie de soumission ou la Déclaration de garantie de l'offre d'un GECA doit être au nom de tous les futurs membres du GECA, conformément au libellé de la lettre d'intention. mentionnée à la Clause 4.1 des IS.</p> <p>19.9 Si une Déclaration de garantie de l'offre est exécutée en application de l'article 19.7 des IS, l'Acheteur exclura le Soumissionnaire de tout marché à passer par l'Acheteur durant la période stipulée dans le formulaire de Déclaration de garantie de l'offre.</p>
<p><b>20. Forme et signature de l'offre</b></p>	<p>20.1 Le Soumissionnaire préparera un original des documents constitutifs de l'offre tels que décrits à l'article 11 des IS, en indiquant clairement la mention « ORIGINAL ». Par ailleurs, il soumettra le nombre de copies de l'offre indiqué dans les DPAO, en mentionnant clairement sur ces exemplaires « COPIE ». En cas de différences entre les copies et l'original, l'original fera foi.</p> <p>20.2 L'original et toutes copies de l'offre seront dactylographiés ou écrits à l'encre indélébile ; ils seront signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Soumissionnaire. Cette habilitation consistera en une confirmation écrite comme spécifié dans les DPAO, qui sera jointe à la soumission. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l'habilitation devront être dactylographiés ou mentionnés sous la signature. Toutes les pages de l'offre sur lesquelles des renseignements ont été mentionnés par le Soumissionnaire, seront paraphées par la personne signataire de l'offre.</p> <p>20.3 La soumission d'un GECA doit être conforme aux exigences ci-après:</p> <p>(a) sauf si cela n'est pas exigé en application de l'article 4.1(a) des IS, elle doit être signée de manière à engager juridiquement tous les membres ; et</p> <p>(b) elle doit inclure le pouvoir donné au Mandataire comme mentionné à l'article 4.1(b) des IS, signé par les personnes qui sont juridiquement habilités à signer au nom des membres du groupement.</p> <p>20.4 Toute modification, ajout entre les lignes, rature ou surcharge, pour être valable, devra être signé ou paraphé par la personne signataire.</p>

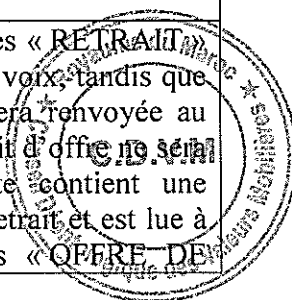


*Handwritten signature and initials.*

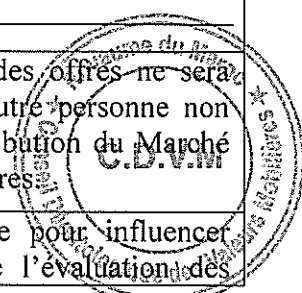
<b>D. Dépôt et Ouverture des Offres</b>	
<b>21. Dépôt, cachetage et marquage des offres</b>	<p>21.1 Les offres peuvent toujours être remises par courrier ou déposées en personne. Quand les DPAO le prévoient, le Soumissionnaire pourra, à son choix, remettre son offre par voie électronique. La procédure pour la remise, le cachetage et le marquage des offres est comme suit :</p> <p>(a) Le Soumissionnaire remettant son offre par courrier ou la déposant en personne, placera l'original de son offre et chacune de ses copies, dans des enveloppes séparées et cachetées. Si des variantes sont autorisées en application de l'article 13 des IS, les offres variantes et les copies correspondantes seront également placées dans des enveloppes séparées. Les enveloppes devront porter la mention « ORIGINAL », « VARIANTE », « COPIE DE L'OFFRE », ou « COPIE DE L'OFFRE VARIANTE ». Toutes ces enveloppes seront elles-mêmes placées dans une même enveloppe extérieure cachetée. La suite de la procédure sera en conformité avec les articles 21.2 et 21.3 des IS.</p> <p>(b) Un Soumissionnaire qui remet son offre par voie électronique devra suivre la procédure de remise indiquée dans les DPAO.</p> <p>21.2 Les enveloppes intérieure et extérieure doivent:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) porter le nom et l'adresse du Soumissionnaire</li> <li>b) être adressées à l'Acheteur en application de l'article 22.1 des IS ;</li> <li>c) mentionner l'identification de l'appel d'offres en application de l'article 1.1 des IS ;</li> <li>d) porter un avertissement signalant de ne pas ouvrir avant la date et l'heure fixées pour l'ouverture des offres.</li> </ul> <p>21.3 Si les enveloppes et colis ne sont pas cachetés et marqués comme stipulé, l'Acheteur ne sera nullement responsable si l'offre est égarée ou ouverte prématurément.</p>
<b>22. Date et heure limite de dépôt des offres</b>	<p>22.1 Les offres doivent être reçues par l'Acheteur à l'adresse et au plus tard à la date et à l'heure spécifiées dans lesdites DPAO.</p> <p>22.2 L'Acheteur peut, de sa seule initiative, reporter la date limite de remise des offres en modifiant le Dossier d'appel d'offres en application de l'article 8 des IS, auquel cas tous les droits et obligations de l'Acheteur et des soumissionnaires régis par la date limite antérieure seront régis par la nouvelle date limite.</p>

10  
ML

<b>23. Offres hors délai</b>	23.1 L'Acheteur n'examinera aucune offre parvenue après l'expiration du délai de remise des offres, conformément à l'article 22 des IS. Toute offre reçue par l'Acheteur après la date et l'heure limites de dépôt des offres sera déclarée hors délai, écartée et renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte.
<b>24. Retrait, substitution et modification des offres</b>	<p>24.1 Un soumissionnaire peut retirer, remplacer, ou modifier son offre après l'avoir déposée, par voie de notification écrite, dûment signée par un représentant habilité, assortie d'une copie de l'habilitation en application de l'article 20.2 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). La modification ou l'offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Préparées et délivrées en application des articles 20 et 21 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies). Par ailleurs, les enveloppes doivent porter clairement, selon le cas, la mention « RETRAIT », « OFFRE DE REMPLACEMENT » ou « MODIFICATION » ; et</li> <li>b) reçues par l'Acheteur avant la date et l'heure limites de remise des offres conformément à l'article 22 des IS.</li> </ul> <p>24.2 Les offres dont les soumissionnaires demandent le retrait en application de l'article 24.1 leur seront renvoyées sans avoir être ouvertes.</p> <p>24.3 Une offre ne peut pas être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l'heure limites de remise des offres et la date d'expiration de la validité spécifiée par le Soumissionnaire sur le formulaire d'offre ou la date d'expiration d'une éventuelle période de prorogation de la validité.</p>
<b>25. Ouverture des offres</b>	25.1 L'Acheteur procédera à l'ouverture des offres en présence des représentants désignés des soumissionnaires et de toutes personnes qui souhaitent y assister, à la date, à l'heure et à l'adresse indiquées dans les DPAO. Les dispositions spécifiques d'ouverture en cas de remise par moyen électronique selon l'alinéa 21.1 des IS seront indiquées dans les DPAO.
	25.2 Dans un premier temps, les enveloppes marquées « RETRAIT » seront ouvertes et leur contenu annoncé à haute voix, tandis que l'enveloppe contenant l'offre correspondante sera renvoyée au Soumissionnaire sans avoir été ouverte. Un retrait d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et est lue à haute voix. Ensuite, les enveloppes marquées « OFFRE DE

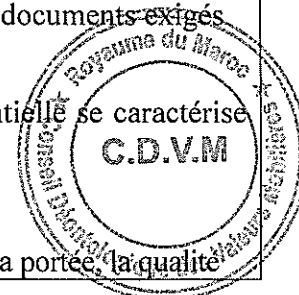


	<p>REEMPLACEMENT » seront ouvertes et annoncées à haute voix et la nouvelle offre correspondante substituée à la précédente, qui sera renvoyée sans avoir été ouverte au Soumissionnaire. Un remplacement d'offre ne sera autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et est lue à haute voix. Enfin, les enveloppes marquées « MODIFICATION » seront ouvertes et leur contenu lu à haute voix avec l'offre correspondante. Une modification d'offre ne sera autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et est lue à haute voix. Seules les offres qui ont été ouvertes et annoncées à haute voix lors de l'ouverture des plis seront ensuite considérées.</p>
	<p>25.3 Toutes les autres enveloppes seront ouvertes l'une après l'autre et le nom du soumissionnaire annoncé à haute voix, ainsi que le(s) prix de l'offre, y compris tout rabais et la méthode d'application, toutes variantes éventuelles, l'existence ou non d'une garantie de soumission ou d'une Déclaration de garantie, et tout autre détail que l'Acheteur peut juger utile de mentionner. Seuls les rabais et variantes de l'offre annoncés à haute voix lors de l'ouverture des offres seront pris en compte aux fins de l'évaluation. Aucune offre ne sera écartée à l'ouverture des plis, exceptées les offres hors délai en application de l'article 23.1 des IS.</p>
	<p>25.4 L'Acheteur établira un procès-verbal de la séance d'ouverture des offres, qui comportera au minimum : le nom du Soumissionnaire et s'il y a retrait, remplacement de l'offre ou modification, le prix de l'offre, par lot le cas échéant, y compris tous rabais et variante proposés, et l'existence ou l'absence d'une garantie de soumission ou d'une Déclaration de garantie. Il sera demandé aux représentants des soumissionnaires présents de signer ce procès-verbal. Le fait que la signature d'un soumissionnaire n'y figure pas n'invalide pas le procès-verbal. Un exemplaire du procès-verbal sera distribué à tous les soumissionnaires ayant soumis une offre dans les délais, et ce procès-verbal sera accessible en ligne quand la remise par voie électronique est permise.</p>
<b>E. Examen des offres</b>	
<b>26. Confidentialité</b>	<p>26.1 Aucune information relative à l'évaluation, des offres ne sera divulguée aux soumissionnaires ni à toute autre personne non concernée par ladite procédure tant que l'attribution du Marché n'aura pas été notifiée à tous les soumissionnaires.</p>
	<p>26.2 Toute tentative faite par un soumissionnaire pour influencer l'Acheteur de manière inappropriée lors de l'évaluation des</p>





	offres ou lors de la décision d'attribution peut entraîner le rejet de son offre.
	26.3 Nonobstant les dispositions de l'article 26.1 des IS, entre le moment où les offres seront ouvertes et celui où le Marché sera attribué, si un soumissionnaire souhaite entrer en contact avec l'Acheteur pour tout motif relatif à la procédure d'appel d'offres, il devra le faire par écrit.
<b>27. Clarifications concernant les Offres</b>	<p>27.1 Pour faciliter l'examen, l'évaluation, la comparaison des offres et la vérification des qualifications des soumissionnaires, l'Acheteur a toute latitude pour demander à un soumissionnaire des clarifications sur son offre, en lui accordant un délai de réponse raisonnable. Aucune clarification apportée par un soumissionnaire autrement qu'en réponse à une demande de l'Acheteur ne sera pris en compte. La demande de clarification de l'Acheteur, comme la réponse apportée, seront formulées par écrit. Aucune modification de prix, ni aucun changement du contenu de l'offre ne seront demandés sera demandé, offerts ou autorisés, si ce n'est pour confirmer la correction des erreurs arithmétiques découvertes par l'Acheteur lors de l'évaluation des offres en application de l'article 29 des IS.</p> <p>27.2 Si le Soumissionnaire ne répond pas à une demande de clarification concernant son offre avant la date limite fixée par l'Acheteur dans sa demande, son offre pourra être rejetée.</p>
<b>28. Conformité des offres</b>	<p>28.1 L'Acheteur établira la conformité de l'offre sur la base de son seul contenu, en conformité avec l'article 11 des IS.</p> <p>28.2 Une offre conforme pour l'essentiel est une offre qui respecte toutes les exigences du Dossier d'Appel d'Offres, sans divergence, réserve ou omission substantielle.</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) Une « divergence » est un écart par rapport aux stipulations du Dossier d'Appel d'Offres ;</li> <li>b) Une « réserve » constitue la formulation d'une conditionnalité restrictive, ou la non acceptation de toutes les exigences du Dossier d'Appel d'Offres ; et</li> <li>c) Une « omission » constitue un manquement à fournir en tout ou en partie, les renseignements et documents exigés par le Dossier d'Appel d'Offres.</li> </ul> <p>28.3 Une divergence, réserve ou omission substantielle se caractérise de la manière suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) si elle était acceptée, <ul style="list-style-type: none"> <li>i) limiterait de manière substantielle la portée, la qualité</li> </ul> </li> </ul>



12

*[Handwritten signature]*

	<p>ou les performances exigées comme il est spécifié dans la Section VI; ou</p> <p>ii) limiterait, d'une manière substantielle et non conforme au Dossier d'appel d'offres, les droits de l'Acheteur ou les obligations du Soumissionnaire au titre du Marché ; ou</p> <p>iii) si elle était rectifiée, cela serait préjudiciable aux autres Soumissionnaires ayant présenté des offres conformes pour l'essentiel.</p>
	28.4 L'Acheteur examinera notamment les aspects techniques de l'offre, pour s'assurer que toutes les exigences de la Section VI ont été satisfaites sans divergence, réserve ou omission substantielle.
	28.5 L'Acheteur écartera toute offre qui n'est pas conforme pour l'essentiel au Dossier d'appel d'offres et le Soumissionnaire ne pourra pas par la suite la rendre conforme en apportant des corrections à toute divergence, réserve ou omission substantielle constatée.
	28.6 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence, réserve ou omission substantielle par rapport aux conditions de l'appel d'offres.
	28.7 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur peut demander au Soumissionnaire de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaire pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Une telle demande ne peut en aucun cas porter sur un élément quelconque du prix de l'offre. Le Soumissionnaire qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée.
	28.8 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur rectifiera les non-conformités non essentielles qui affectent le prix de l'offre. À cet effet, le prix de l'offre sera ajusté, uniquement aux fins de l'évaluation, pour tenir compte de l'élément ou du composant manquant ou non conforme. L'ajustement sera effectué en utilisant la méthode indiquée à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.
<b>F. Evaluation et Comparaison des offres</b>	
<b>29. Correction des</b>	29.1 L'Acheteur utilisera les critères et méthodes indiqués à la

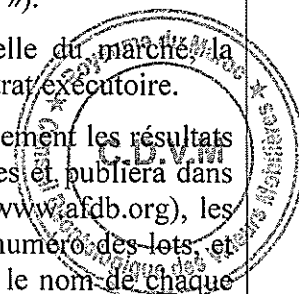
an 12

*[Signature]*

<b>erreurs arithmétiques</b>	<p>Section III, Critères d'évaluation et de qualification. Aucun autre critère ou méthode d'évaluation ne sera permise.</p> <p>29.2 Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Acheteur rectifiera toute erreur arithmétique comme indiqué à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.</p> <p>29.3 Si le Soumissionnaire n'accepte pas les corrections apportées, son offre sera écartée et sa Garantie pourra être saisie ou la Déclaration de garantie pourra être mise en œuvre.</p>
<b>30. Conversion en une seule monnaie</b>	<p>30.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison, l'Acheteur convertira les prix des offres exprimés dans diverses monnaies en une seule monnaie, comme indiqué à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.</p>
<b>31. Ajustement des offres</b>	<p>31.1 Aux fins d'évaluation et de comparaison, l'Acheteur ajustera les prix des offres en utilisant les critères et méthodes indiqués à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.</p> <p>31.2 Sauf spécification contraire dans les DPAO, aucune marge de préférence nationale ou régionale ne sera accordée. Si une marge de préférence est accordée, la méthode d'application sera comme indiqué à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification et en conformité avec les dispositions des Règles et Procédures pour l'acquisition des Biens et Travaux de la Banque.</p>
<b>32. Qualification du soumissionnaire</b>	<p>32.1 L'Acheteur s'assurera que le Soumissionnaire retenu pour avoir soumis l'offre évaluée la moins-disante et conforme pour l'essentiel aux dispositions du dossier d'appel d'offres, possède bien les qualifications requises stipulées à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.</p>
	<p>32.2 Cette détermination sera fondée sur l'examen des pièces attestant les qualifications du soumissionnaire et soumises par lui en application de l'article 16 des IS.</p>
	<p>32.3 L'attribution du Marché au Soumissionnaire est subordonnée à l'issue positive de cette détermination. Au cas contraire, l'offre sera rejetée et l'Acheteur procédera à l'examen de la seconde offre évaluée la moins-disante afin d'établir de la même manière si le Soumissionnaire est qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.</p>
	<p>32.4 Les capacités des fabricants et sous-traitants proposés dans l'offre, pour être employés par le Soumissionnaire le moins-disant seront également évaluées afin de les agréer en conformité avec la Section III, Critères d'évaluation et de qualification. Leur participation sera confirmée par une lettre d'intention, en tant que de besoin. Si un fabricant ou un sous-traitant n'est pas accepté, l'offre ne sera pas rejetée, mais le Soumissionnaire sera</p>

10  
an 2

	requis de lui substituer un fabricant ou sous-traitant acceptable sans aucun changement du prix de l'offre.
<b>33. Comparaison des offres</b>	33.1 Sous réserve des articles 29, 30 et 31 des IS, l'Acheteur comparera toutes les offres conformes pour l'essentiel afin de déterminer l'offre évaluée la moins-disante.
<b>34. Droit de l'Acheteur d'accepter ou de rejeter une ou toutes les offres</b>	34.1 L'Acheteur se réserve le droit d'accepter ou d'écarter toute offre, et d'annuler la procédure d'appel d'offres et d'écarter toutes les offres à tout moment avant l'attribution du Marché, sans encourir de ce fait une responsabilité quelconque vis-à-vis des soumissionnaires. En cas d'annulation de l'appel d'offres, toutes les offres remises, et notamment les garanties de soumission, seront renvoyées aux soumissionnaires dans les meilleurs délais.
<b>G. Attribution du Marché</b>	
<b>35. Critères d'attribution</b>	<p>34.2 Sous réserve de l'article 34.1 des IS, l'Acheteur attribuera le Marché au Soumissionnaire dont l'offre aura été évaluée la moins-disante et jugée conforme pour l'essentiel au Dossier d'appel d'offres, à condition que le Soumissionnaire soit en outre jugé qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.</p> <p>34.3 Au moment de l'attribution du Marché, l'Acheteur se réserve le droit d'augmenter ou de diminuer la quantité de Biens et de Services connexes initialement spécifiée à la Section VI, Exigences de l'Acheteur pour autant que ce changement n'excède pas les pourcentages indiqués dans les DPAO, et sans aucune modification des prix unitaires ou autres conditions de l'offre et du Dossier d'appel d'offres.</p>
<b>36. Notification de l'attribution du Marché</b>	<p>36.1 Avant l'expiration du délai de validité des offres, l'Acheteur notifiera au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son offre a été retenue. La lettre de notification (ci-après et dans les Clauses et les formulaires de Marché, désignée par « Lettre de Notification ») indiquera le montant à payer par l'Acheteur au Fournisseur en contrepartie de la fourniture des Biens et Services connexes (ci-après et dans les Clauses et les formulaires de Marché désignée par « le Montant du Marché »).</p> <p>36.2 Jusqu'à l'établissement et la signature formelle du marché, la notification de l'attribution aura valeur de contrat exécutoire.</p> <p>36.3 Dans le même temps l'Acheteur notifiera également les résultats de l'appel d'offres aux autres soumissionnaires et publiera dans <i>UNDB en ligne</i> et sur le site de la Banque (<a href="http://www.afdb.org">www.afdb.org</a>), les résultats, en identifiant l'appel d'offres et le numéro des lots, et en fournissant les informations suivantes : (i) le nom de chaque</p>



Handwritten signature and initials at the bottom right of the page.

	<p>soumissionnaire ayant remis une offre, (ii) le montant des offres tels qu'annoncé lors de l'ouverture des offres, (iii) les nom et le montant évalué de toutes les offres ayant été évaluées, (iv) le nom des soumissionnaires dont l'offre a été rejetée, et le motif du rejet, et (v) le nom du Soumissionnaire dont l'offre a été retenue, le montant de son offre, ainsi que la durée et un résumé de l'entendue du marché attribué. Après la publication des résultats, tout Soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse pourra demander par écrit à l'Acheteur des informations quant au(x) motif(s) pour le(s)quel(s) son offre n'a pas été retenue. L'Acheteur répondra rapidement, par écrit, à tout Soumissionnaire ayant présenté une offre infructueuse qui, après la notification des résultats par l'Acheteur, aura formulé une requête en vue d'obtenir des informations.</p>
<b>37. Signature du Marché</b>	<p>37.1 Dans les meilleurs délais après la notification, l'Acheteur enverra au Soumissionnaire retenu l'Acte d'engagement.</p> <p>37.2 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de l'Acte d'engagement, le Soumissionnaire retenu le signera, le datera et le renverra à l'Acheteur.</p> <p>37.3 Dès que le Soumissionnaire retenu aura retourné l'Acte d'engagement signé et fourni la Garantie de bonne exécution conformément à l'article 38 des IS, l'Acheteur restituera la garantie de soumission, en conformité à l'article 19 des IS.</p> <p>37.4 Nonobstant les dispositions de l'article 37.2 des IS, si la signature de l'Acte d'engagement est empêchée par toute restriction d'exportation imputable à l'Acheteur, vers le pays de l'Acheteur, ou à l'usage des biens ou produits, systèmes ou services à fournir, lorsque de telles restrictions d'exportation résultent de l'application de la réglementation du commerce d'un pays qui fournit ces biens ou produits, systèmes ou services, le Soumissionnaire ne sera pas lié par son offre. Cependant ceci est à la condition expresse que le Soumissionnaire soit en mesure de démontrer, à la satisfaction de l'Acheteur et de la Banque, que la signature de l'Acte d'engagement n'a pas été empêchée pour une cause imputable au Soumissionnaire, pour cause de retard dans la mise en œuvre de formalités, y compris l'obtention de tout permis, autorisation(s) et licence(s) nécessaires à l'exportation des biens ou produits, systèmes ou services dans le cadre des dispositions de l'Acte d'engagement.</p>
<b>38. Garantie de bonne exécution</b>	<p>38.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la notification par l'Acheteur de l'attribution du Marché, le Soumissionnaire retenu fournira la garantie de bonne exécution, conformément aux dispositions du marché, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution figurant à la Section</p>

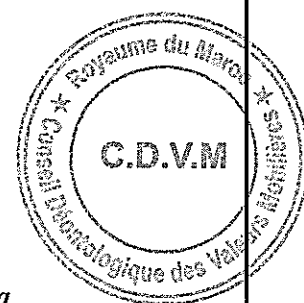
	<p>IX, Formulaires du Marché ou tout autre modèle jugé acceptable par l'Acheteur. Si la garantie de bonne exécution fournie par le Soumissionnaire retenu est un cautionnement il doit être émis par une compagnie d'assurance ou un organisme de cautionnement acceptable à l'Acheteur. Si ce cautionnement est émis par une compagnie d'assurance ou un organisme de cautionnement situé en dehors du pays de l'Acheteur, l'organisme d'émission devra avoir une institution financière correspondante située dans le pays de l'Acheteur.</p> <p>38.2 Si le Soumissionnaire retenu ne fournit pas la garantie de bonne exécution susmentionnée ou ne signe pas l'Acte d'engagement, cela constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du Marché et de saisie de la garantie de soumission, ou mise en œuvre de la Déclaration de garantie. Dans un tel cas, l'Acheteur pourra attribuer le Marché au Soumissionnaire dont l'offre est jugée conforme pour l'essentiel au dossier d'appel d'offres et évaluée la deuxième moins-disante, et que l'Acheteur juge qualifié pour exécuter le Marché de façon satisfaisante.</p>
--	---



an 12  
LH

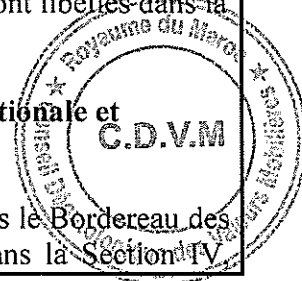
## Section II. Données Particulières de l'Appel d'Offres

<b>A. Introduction</b>	
<b>IS 1.1</b>	Numéro de l'avis d'appel d'offres : <i>01/2014</i>
<b>IS 1.1</b>	Nom de l'Acheteur: <i>Le Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières</i>
<b>IS 1.1</b>	Nom de l'AOI : <i>Acquisition et mise en œuvre d'une solution Gouvernance risques et conformité</i> Numéro d'identification de l'AOI : <i>01/2014</i> Nombre et numéro d'identification des lots faisant l'objet du présent AOI : <i>Lot unique</i>
<b>IS 2.1</b>	Nom du donataire : <i>Le Conseil Déontologique des valeurs Mobilières</i>
<b>IS 2.1</b>	L'institution financière spécifique du Groupe de la Banque est <i>La Banque Africaine de Développement (BAD)</i>
<b>IS 2.1</b>	Nom du Projet : <i>Projet d'Appui au Renforcement de la Supervision et du Contrôle des Marchés Financiers (PARSCMF)</i>
<b>IS 4.1(a)</b>	Les personnes physiques ou les sociétés organisées en <i>GECA</i> seront solidairement responsables.
<b>ITB 4.4</b>	La liste des entreprises sous sanction est disponible au <a href="http://www.afdb.org/debarred">http://www.afdb.org/debarred</a>
<b>B. Contenu du Dossier d'appel d'offres</b>	
<b>IS 7.1</b>	Aux fins <u>d'éclaircissements</u> uniquement, l'adresse de l'Acheteur est: A l'attention de : <i>chef de service gestion des risques</i> Rue : <i>Jbel Moussa</i> Étage/ numéro de bureau : <i>6</i> Ville : <i>Rabat</i> Code postal : <i>10080</i> Pays : <i>Maroc</i> Numéro de téléphone : <i>(+212) 5 37 68 89 00</i> Numéro de télécopie : <i>(+212) 5 37 68 89 46</i> Adresse électronique : <i>GestionDesRisques@cdvm.gov.ma</i>



*[Signature]*

	Les demandes d'éclaircissements doivent être reçues par l'Acheteur au plus tard <i>15</i> jours avant la date limite de remise des offres.
IS 7.4	Une réunion préparatoire <i>n'aura pas</i> lieu.
<b>C. Préparation des offres</b>	
IS 10.1	La langue de l'offre est <i>le français</i>
IS 11.1 (h)	Le Soumissionnaire devra joindre à son offre les documents suivants, attestant que les Biens et services connexes sont conformes au Dossier d'appel d'offres :  <i>Attestation de référence d'exécution</i>
IS 11.1 (j)	Le Soumissionnaire devra joindre à son offre les autres documents suivants : <i>Sans objet</i>
IS 13.1	Les variantes ne sont pas permises.
IS 13.2	Des variantes portant sur le délai d'exécution <i>ne sont pas</i> permises.
IS 14.2	Les prix offerts par le Soumissionnaires seront des prix <i>fermes</i> .
IS 14.5	L'édition des Incoterms à laquelle se référer est : <i>VERSION 2010</i>
IS 14.6(a)(i)	L'Incoterm à utiliser pour le prix des Biens originaires du pays de l'Acheteur est : <i>EXW</i>
IS 14.6(b) (i)	L'Incoterm à utiliser pour le prix des Biens originaires d'un pays étranger est: <i>CIP</i>
IS 14.7	Les prix offerts par le Soumissionnaires <i>ne feront pas</i> l'objet d'ajustements pendant l'exécution du Marché.
IS 14.8	Le prix indiqué pour chaque lot devra correspondre au minimum à <i>cent</i> pourcent des articles de chaque lot.  Le prix indiqué pour chaque article d'un lot devra correspondre au minimum à <i>cent</i> pourcent de la quantité requise pour cet article.
IS 15.1	Le prix de l'offre et les paiements au titre du Marché seront libellés dans la (les) monnaie(s) comme décrit ci-après :  <b>Le Soumissionnaire présente son prix en monnaies nationale et étrangères</b>  (a) Le Soumissionnaire libellera séparément les prix dans le Bordereau des prix pour les Biens et Services connexes inclus dans la Section IV.



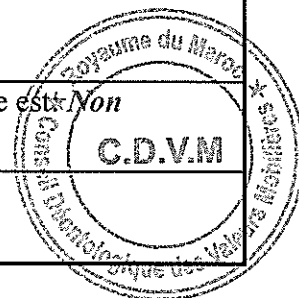
*Handwritten signature and initials.*



	<p>Formulaires de soumission, de la manière suivante :</p> <p>(i) les prix des intrants nécessaires que le Soumissionnaire compte se procurer dans le pays de l'Acheteur seront libellés en <b>Dirham marocain (MAD)</b> et dénommée "monnaie nationale" ci-après; et</p> <p>(ii) les prix des intrants nécessaires que le Soumissionnaire compte se procurer en dehors du pays de l'Acheteur dénommées "monnaies étrangères" ci-après, seront libellés dans au plus trois monnaies de tout pays.</p> <p>(b) Le maître de l'ouvrage pourra demander aux Soumissionnaires de justifier, à sa satisfaction, leurs besoins en monnaie(s) étrangère(s) et nationale et de prouver que les montants inclus dans le Bordereau des prix pour les Biens et Services connexes inclus dans la Section IV, Formulaires de soumission sont raisonnables et dans ce cas, le Soumissionnaire fournira un sous détail des besoins en monnaie étrangère.</p>
IS 16.2	Le Soumissionnaire doit joindre à son offre une Autorisation du Fabricant/éditeur pour les licences exigées
IS 16.3	Le Soumissionnaire [Insérer « doit » ou « ne doit pas »] joindre à son offre des documents montrant qu'il sera représenté par un Agent dans le pays de l'Acheteur : <i>Sans objet</i>
IS 18.1	La période de validité de l'offre sera de 120 jours.
IS 19.1	<p>Le Soumissionnaire doit fournir une garantie de soumission d'un montant de 100.000 MAD.</p> <p><i>La garantie de soumission doit être fournie sous forme d'une caution bancaire délivrée par une banque habilitée par le droit commercial international et située dans tout pays éligible de la BAD.</i></p> <p><i>Toute garantie sous forme de chèque ou de lettre de crédit ne sera pas acceptée et l'offre sera rejetée.</i></p>
IS 20.1	Outre l'original de l'offre, le nombre de copies demandé est de: 2 (Deux)
IS 20.2	<p>L'habilitation du signataire de l'offre à signer au nom du Soumissionnaire doit préciser:</p> <p><i>(a) Le nom et la description des documents exigés pour établir que le signataire est habilité à signer l'offre, tel qu'un pouvoir par-devant notaire et</i></p> <p><i>(b) Dans le cas d'une offre présentée par un GECA existant ou prévu un engagement signé par tous les membres (i) stipulant que tous les</i></p>

an 212

	<i>membres seront conjointement et solidairement responsables, si cela est exigé en conformité avec l'article 4.1 (a) des IS et (ii) désignant un Mandataire ayant autorité à représenter tous les membres du GECA durant le processus d'appel d'offres et durant l'exécution du marché, en cas d'attribution. »</i>
<b>D. Remise et ouverture des offres</b>	
IS 21.1	Le soumissionnaire <i>ne pourra pas</i> remettre son offre par voie électronique.
IS 21.1 (b)	La procédure de remise des offres par voie électronique est la suivante : <i>Non applicable</i>
IS 22.1	Aux fins de <u>remise des offres</u> , uniquement, l'adresse de l'Acheteur est la suivante : A l'attention du : <i>Directeur général du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières</i> Rue : <i>Jbel Moussa</i> Étage/ numéro de bureau : 6 Ville : <i>Rabat</i> Code postal : <i>10080</i> Pays : <i>Maroc</i> La date et heure limites de remise des offres sont les suivantes : Date : <i>02/09/2014</i> Heure : <i>16h</i>
IS 25.1	L'ouverture des plis aura lieu à l'adresse suivante : Rue: <i>Jbel Moussa</i> Étage /Numéro de bureau : 6 Ville : <i>Rabat</i> Pays : <i>Maroc</i> Date : <i>02/09/2014</i> Heure : <i>16h30</i>
IS 25.1	La procédure d'ouverture des offres par voie électronique est <i>Non applicable</i>
<b>E. Évaluation et comparaison des offres</b>	

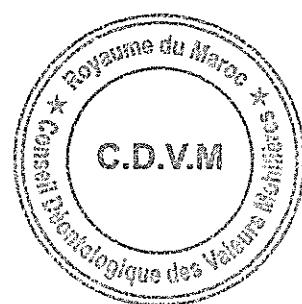


*Signature*

IS 31.2	Une marge de préférence nationale ou régionale <i>n'est pas</i> accordée.
<b>F. Attribution du Marché</b>	
IS 35.2	Les quantités peuvent être augmentées d'un pourcentage maximal de : <i>Sans objet</i> Les quantités peuvent être réduites d'un pourcentage maximal de : <i>Sans objet</i>



A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'M' followed by a flourish.



*[Handwritten signature]*

### Section III. Critères d'évaluation et de qualification

Cette Section contient tous les facteurs que l'Acheteur utilisera pour évaluer une offre et déterminer si un Soumissionnaire satisfait aux exigences de qualifications requises. En conformité avec les articles 28 et 32 des IS, l'Acheteur n'utilisera pas d'autres critères que ceux indiqués. Le Soumissionnaire doit fournir tous les renseignements demandés en utilisant les formulaires de la Section IV, Formulaires de soumission.

#### 1 Critères d'évaluation et méthodes

##### 1.1 Offres variantes (si permises en application de l'article 13.1 des IS)

*Sans Objet*

##### 1.2 Correction des erreurs arithmétiques (en application de l'article 29.1 des IS)

- (a) S'il y a contradiction entre le total des montants indiqué dans la colonne du sous détail de prix et le montant indiqué pour le Prix total, le premier fera foi et le second sera corrigé en conséquence
- (b) S'il y a contradiction entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité, le prix unitaire fera foi et le prix total sera corrigé, à moins que, de l'avis de l'Acheteur, la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas le prix total indiqué prévaudra et le prix unitaire sera corrigé ;
- (c) Si le total obtenu par addition ou soustraction des sous totaux n'est pas exact, les sous totaux feront foi et le total sera corrigé ; et
- (d) S'il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant en lettres fera foi, à moins que ce montant soit lié à une erreur arithmétique, auquel cas le montant en chiffres prévaudra sous réserve des alinéas (a) et (b) ci-dessus.

##### 1.3 Conversion en une seule monnaie (en application de l'article 30 des IS)

La monnaie utilisée pour convertir en une seule monnaie tous les prix des offres exprimées en diverses monnaies aux fins d'évaluation et de comparaison de ces offres est : **Dirhams Marocain MAD**

La source du taux de change à employer est : **Bank Al Maghrib**

La date de référence est : Cours vendeur « *virement* » du dirham marocain en vigueur le **premier jour ouvrable de la semaine précédant celle du jour d'ouverture des plis**



*Carre*

**1.4 Rabais (en application de l'article 14.4 des IS)**

L'Acheteur ajustera le Prix de l'offre pour tenir compte de tout rabais éventuel offert par le Soumissionnaire dans le formulaire d'Offre et qui aura été lu à haute voix lors de l'ouverture des offres, en utilisant la méthode d'application dudit rabais indiquée par le Soumissionnaire dans le formulaire d'Offre.

**1.5 Non-conformités non essentielles quantifiables (en application de l'article 28.8 des IS)**

*Sans Objet*

**1.6 Marge de préférence nationale ou régionale (si permise en application de l'article 31.2 des IS)**

*Sans Objet*

**1.7 Autres facteurs et méthodes**

L'évaluation financière des offres couvre, l'évaluation de l'offre d'acquisition de la GRC et des services connexes, ainsi que l'offre de prestation de service de maintenance.

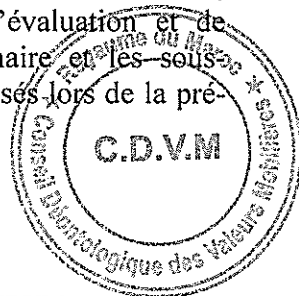
L'éditeur devra donc soumissionner à l'appel d'offre relatif à l'acquisition de la solution GRC et des services connexes ainsi qu'à la prestation de service maintenance lié à la solution acquise<sup>9</sup>.

Le critère retenu pour l'évaluation de l'offre financière est : Prix de l'offre d'acquisition de la GRC et des services connexes + Prix de l'offre de maintenance annuelle sur cinq années.

Le soumissionnaire ayant la meilleure offre devra effectuer une démonstration de la solution proposée pour des fins de vérification.

**2 Critères de qualification**

N.B.: Le présent DTAO pour l'acquisition de Biens suppose que l'appel d'offres n'est pas précédé de pré qualification des candidats. Cependant, si une pré qualification est effectuée, les critères de qualification indiqués dans la Section III, Critères d'évaluation et de qualification doivent être modifiés afin d'assurer que le Soumissionnaire en les sous-traitants éventuels satisfassent ou continuent de satisfaire les critères utilisés lors de la pré-qualification.



<sup>9</sup> Les exigences en termes de services de maintenance sont disponibles sur le site web du CDVM.

<b>2</b>	<b>Qualification</b> (sans pré qualification)
<b>2.1</b>	Eligibilité (Tableau)
<b>2.2</b>	Antécédents en matière de non-exécution de marchés (Tableau)
<b>2.3</b>	Situation financière (Tableau)
<b>2.4</b>	Expérience (Tableau)
<b>2.5</b>	Personnel (Tableau)

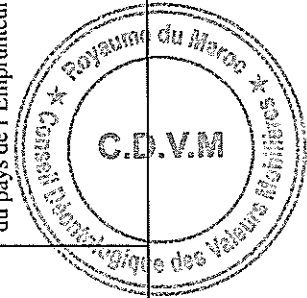


an 10  
L

## Tableaux de Qualification (sans pré qualification)

### Critères de qualification

2.1 Eligibilité et admissibilité						
No.	Objet	Critère	Entité unique	Groupement d'entreprises, consortium ou association (GECA)		
				Toutes Parties Combinées	Chaque Partie	Une Partie au moins
2.1.1	Nationalité	Conforme à l'article 4.2 des IS.	Doit satisfaire au critère	GECA existant ou prévu doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet
2.1.2	Conflit d'intérêts	Pas de conflit d'intérêts selon l'article 4.3 des IS.	Doit satisfaire au critère	GECA existant ou prévu doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet
2.1.3	Exclusion par la Banque	Ne pas avoir été exclu par la Banque, tel que décrit dans l'article 4.4 des IS.	Doit satisfaire au critère	GECA existant ou prévu doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet
2.1.4	Entreprise publique	Le candidat doit satisfaire aux conditions de l'article 4.5 des IS.	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet
2.1.5	Exclusion au titre d'une résolution des Nations Unies ou de la législation du pays de l'Emprunteur	Ne pas être exclu en application de loi ou règlement du pays de l'Emprunteur ou d'une décision de mise en œuvre d'une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies en conformité avec l'article 4.8 des IS	Doit satisfaire au critère	GECA existant ou prévu doit satisfaire au critère	Doit satisfaire au critère	Sans objet



*Handwritten signature and initials.*



2.2 Antécédents en matière de non-exécution de marchés						
2.2.1	Antécédents de non-exécution de marché	Pas de défaut d'exécution d'un marché au cours des _5_ (cinq) dernières années qui précèdent la date limite de remise de l'offre, confirmé par tous les renseignements relatifs aux litiges ou aux procès complètement réglés. Un litige ou un procès complètement réglé est un litige ou un procès qui a été résolu conformément au mécanisme de règlement des litiges du marché correspondant et pour lequel tous les recours à la disposition du Soumissionnaire ont été épuisés	Doit satisfaire au critère seul ou au titre de partie à un GECA passé ou existant.	Sans objet	Doit satisfaire au critère seul ou au titre de partie à un GECA passé ou existant	Sans objet
2.2.2	Manquement à signer un Marché	Ne pas être sous le coup d'une sanction relative à une Déclaration de Garantie d'Offre en application de l'article 4.6 des IS depuis _5_ (cinq) années	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère seul ou à titre de partie d'un GECA	Sans objet
2.2.3	Litiges en instance	Tous les litiges en instance ne doivent pas représenter un total de plus de _Dix_ pour cent (10%) des actifs nets du candidat ; ils seront considérés comme tranchés à l'encontre du Soumissionnaire.	Doit satisfaire au critère seul ou à titre de partie d'un GECA passé ou existant	Sans objet	Doit satisfaire au critère seul ou à titre de partie d'un GECA passé ou existant	Sans objet
						Formulaire CON-2
						Formulaire CON-2



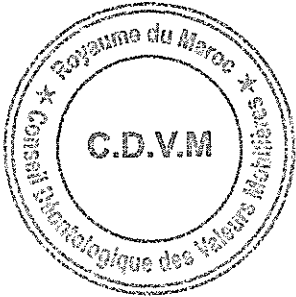
*Handwritten signature and initials.*

2.3 Situation financière							
2.3.1	Situation financière	Soumission de bilans vérifiés ou, si cela n'est pas requis par la réglementation du pays du candidat, autres états financiers acceptables par l'Acheteur pour les 3 [trois] dernières années démontrant la solidité actuelle de la position financière du candidat et sa profitabilité à long terme	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaire FIN - 3.1 avec pièces jointes
2.3.2	Chiffre d'affaires annuel moyen	Avoir un minimum de chiffre d'affaires annuel moyen de dix millions de Dirhams (10.000.000,00MAD), qui correspond au total des paiements mandatés reçus pour les marchés en cours ou achevés au cours des 3 (trois) dernières années	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Formulaire FIN - 3.2
2.3.3	Capacité de financement	Le Soumissionnaire doit montrer qu'il a accès à des financements tels que des avoirs liquides, actifs immobiliers non utilisés, lignes de crédit, autres que l'avance de démarrage éventuelle, à hauteur de : Six Cent Mille (600.000,00) de dirhams marocain (MAD).	Doit satisfaire au critère	Doivent satisfaire au critère	Sans objet	Sans objet	Formulaire FIN - 3.3 + Formulaire CCC



*Handwritten signature and initials.*

2.4 Expérience						
2.4.1	Expérience	Expérience en tant que Fournisseur dans au moins 4 (quatre) marchés au cours des 2 (deux ) dernières années avec une valeur minimum de deux millions de Dirhams (2.000.000,00MAD) chacun, qui ont été exécutés de manière satisfaisante et terminés, pour l'essentiel, et qui sont similaires aux Biens et Services connexes proposés. La similitude portera sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies ou autres caractéristiques telles que décrites dans la Section IV, Formulaire de soumission.	Doit satisfaire au critère	Sans objet	Sans objet	Formulaire EXP-2.4.1



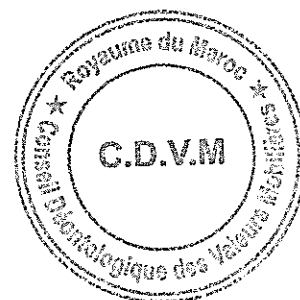
Handwritten signature and initials.

**2.5 Personnel :**

Le Soumissionnaire doit établir qu'il dispose du personnel pour les positions-clés suivantes:

No.	Position	Expérience globale (années)	Expérience dans des prestations similaires (années)
1	Chef de projet	6 ans	6 ans
2	Consultant technique	3 ans	3 ans
3	Consultant fonctionnel	4 ans	3 ans

Le Soumissionnaire doit fournir les détails concernant le personnel proposé et son expérience en utilisant les formulaires PER 1 et PER 2 de la Section IV, Formulaires de soumission.

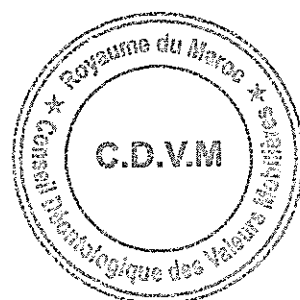


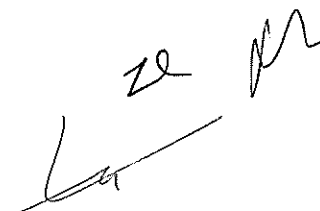
*[Handwritten signature]*

## Section IV. Formulaires de soumission

### Liste des formulaires

Section IV. Formulaires de soumission .....	45
A. Formulaire d'offre.....	46
B. Bordereau des prix des Biens et Services connexes .....	49
C. Formulaire de Garantie de Soumission (Garantie Bancaire) .....	50
D. Modèle d'autorisation du Fabricant.....	52
E. Formulaires de qualification .....	53
F. Fiche de renseignements sur le soumissionnaire .....	54
G. Fiche de renseignements sur chaque Partie d'un GECA.....	56
H. Antécédents de marchés non exécutés.....	57
I. Marchés en cours.....	59
J. Situation financière.....	60
K. Chiffre d'affaires annuel moyen .....	61
L. Capacité de financement.....	62
M. Expérience .....	63





---

**A. Formulaire d'offre**

---

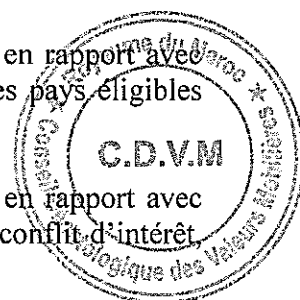
Date : \_\_\_\_\_

AOI No. : \_\_\_\_\_

**À : Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM)**

Nous, les soussignés attestons que :

- a) Nous avons examiné le Dossier d'appel d'offres, y compris l'additif/ les additifs  
No. : \_\_\_\_\_ émis en conformité avec la Clause 8 des Instructions aux  
Soumissionnaires (IS) ; et n'avons aucune réserve à leur égard ;
- b) Nous proposons de fournir conformément au Dossier d'appel d'offres les Biens et  
Services connexes ci-après : \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ ;
- c) Le prix total de notre offre, hors rabais offerts à l'alinéa (d) ci-après est de : *[montant en  
monnaie étrangère en lettres], [montant en chiffres] et [montant en monnaie nationale en  
lettres],[montant en chiffres]*;
- d) Les rabais offerts et les modalités d'application desdits rabais sont les suivants: \_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_  
\_\_\_\_\_ ;
- e) Notre offre demeurera valide pendant une période de \_\_\_\_\_  
jours à compter de la date limite fixée pour la remise des offres dans le Dossier d'appel  
d'offres ; Cette offre continuera de nous engager et peut être acceptée à tout moment  
avant l'expiration de cette période ;
- f) Si notre offre est acceptée, nous nous engageons à obtenir une garantie de bonne  
exécution du Marché conformément à l'article 38 des IS et la clause 13 du CCAG ;
- g) Notre société, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs intervenant en rapport avec  
une quelconque partie du Marché, avons des nationalités listées dans les pays éligibles  
conformément à l'article 4.2 des IS;
- h) Notre société, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs intervenant en rapport avec  
une quelconque partie du Marché, ne nous trouvons pas en situation de conflit d'intérêt,  
en conformité avec l'article 4.3 des IS;



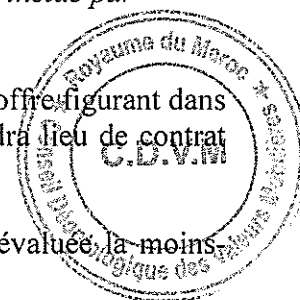
- i) Nous ne participons pas, en qualité de soumissionnaire ou de sous-traitant, à plus d'une offre dans le cadre du présent appel d'offres en conformité avec l'article 4.3 des IS, autre que des offres « variantes » présentées conformément à l'article 13 des IS;
- j) Notre société, ses sociétés affiliées ou filiales, y compris tous sous-traitants ou fournisseurs intervenant en rapport avec une partie quelconque du Marché, n'avons pas été déclarées disqualifiées par la Banque, ni ne tombons sous le coup de la mise en exécution d'une déclaration de garantie d'offre, ni d'une exclusion en application de loi ou règlement du pays de l'Emprunteur ou d'une décision de mise en œuvre d'une résolution du Conseil de Sécurité des Nations Unies en conformité avec les articles 4.4, 4.6 et 4.8 des IS, respectivement.
- k) Nous ne sommes pas une entreprise publique/Nous sommes une entreprise publique mais nous satisfaisons aux dispositions de l'article 4.5 des IS.
- l) Nous sommes / ne sommes pas une entreprise sous sanction par la Banque Mondiale, la Banque Interaméricaine de Développement, la Banque Européenne de Reconstruction et de Développement ou par la Banque Asiatique de Développement pour un quelconque fait de fraude ou de corruption en conformité avec l'article 3 des IS. [Si l'entreprise est sous sanction, veuillez fournir plus de détails incluant la date de début de la sanction et sa durée].
- m) Les honoraires ou commissions ou avantage en nature ci-après ont été versés ou accordés ou doivent être versés ou accordés en rapport avec la procédure d'appel d'offres ou l'exécution/la signature du Marché:

Nom du Bénéficiaire	Adresse	Motif	Montant
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____
_____	_____	_____	_____

(Si aucune somme n'a été versée ou ne doit être versée, porter la mention « néant »).

*Nous nous engageons à préparer et à présenter notre offre (et, si le marché nous est attribué, à l'exécuter) dans le respect le plus strict des lois contre la fraude et la corruption en vigueur dans le pays de l'Acheteur, étant entendu que la liste de ces lois est incluse par l'Acheteur dans le dossier d'appel d'offres relatif audit marché*

- n) Il est entendu que la présente offre, et votre acceptation écrite de ladite offre figurant dans la notification d'attribution du Marché que vous nous adresserez tiendra lieu de contrat entre nous, jusqu'à ce qu'un marché officiel soit établi et signé.
- o) Il est entendu par nous que vous n'êtes pas tenus d'accepter l'offre évaluée la moins disante ni l'une quelconque des offres que vous pouvez recevoir.



*[Handwritten signature and initials]*

**Le CDVM se libérera des sommes dues par lui en faisant donner crédit au compte bancaire ouvert à mon nom (au nom de la société ou au nom du Groupement) à .....(localité), sous le numéro.....**

Nom \_\_\_\_\_ En tant que \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de \_\_\_\_\_

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_



*Handwritten signature and initials.*



## B. Bordereau des prix des Biens et Services connexes

Date: \_\_\_\_\_

AOI No.: \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No. : \_\_\_\_\_

Variante No. : \_\_\_\_\_

Nom du soumissionnaire: \_\_\_\_\_

1	2	3	4	5	6	7	8
Poste No.	Bien ou service connexe	Pays d'origine	Pourcentage d'origine nationale <sup>1</sup>	Quantité (Nb. d'unités)	Prix unitaire <sup>2</sup>	Droits d'importation, Taxes sur les ventes et autres, par unité <sup>2</sup>	Prix total <sup>3</sup>
1	Licences de la solution GRC	NA	NA	1			
2	Prestations de mise en œuvre	NA	NA	1			
3	Formation	NA	NA	1			
4	Documentation	NA	NA	1			

Notes:

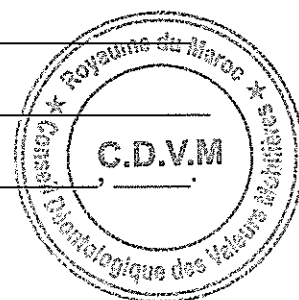
<sup>1</sup> En application de la marge de préférence de l'article 31 des IS, le cas échéant<sup>2</sup> En application des articles 14 et 15 des IS.<sup>3</sup> Indiquer le % du montant total à payer en monnaie étrangère et le taux de change correspondant.

Nom \_\_\_\_\_ En tant que \_\_\_\_\_

Signature \_\_\_\_\_

Dûment habilité à signer l'offre pour et au nom de \_\_\_\_\_

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_






### **C. Formulaire de Garantie de Soumission (Garantie Bancaire)**

*[La banque remplit ce modèle de garantie d'offre conformément aux indications entre crochets]*

*[insérer le nom de la banque, et l'adresse de l'agence émettrice]*

*Bénéficiaire : [insérer nom et adresse de l'Acheteur]*

*Date : [insérer date]*

**Garantie d'offre no. :** *[insérer No de garantie]*

Nous avons été informés que *[insérer nom du soumissionnaire]* (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») a répondu à votre appel d'offres no. *[insérer no de l'avis d'appel d'offres]* pour la fourniture de *[insérer description des fournitures]* et vous a soumis son offre en date du *[insérer date du dépôt de l'offre]* (ci-après dénommée « l'Offre »).

En vertu des dispositions du dossier d'Appel d'offres, l'Offre doit être accompagnée d'une garantie d'offre.

A la demande de l'Acheteur, nous *[insérer nom de la banque]* nous engageons par la présente, sans réserve et irrévocablement, à vous payer à première demande, toutes sommes d'argent que vous pourriez réclamer dans la limite de *[insérer la somme en chiffres dans la monnaie du pays de l'Acheteur ou un montant équivalent dans une monnaie internationale librement convertible]*. \_\_\_\_\_ *[insérer la somme en lettres]*.

Votre demande en paiement doit être accompagnée d'une déclaration attestant que le Soumissionnaire n'a pas exécuté une des obligations auxquelles il est tenu en vertu de l'Offre, à savoir :

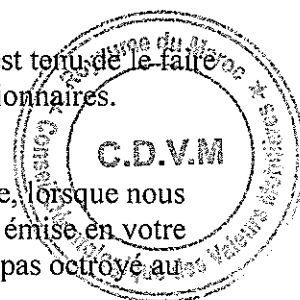
(a) s'il retire l'Offre pendant la période de validité qu'il a spécifiée dans la lettre de soumission de l'offre; ou

(b) si, s'étant vu notifier l'acceptation de l'Offre par l'Acheteur pendant la période de validité telle qu'indiquée dans la lettre de soumission de l'offre ou prorogée par l'Acheteur avant l'expiration de cette période, il:

(i) ne signe pas le Marché ; ou

(ii) ne fournit pas la garantie de bonne réalisation du Marché, s'il est tenu de le faire ainsi qu'il est prévu dans l'article 38 des Instructions aux Soumissionnaires.

La présente garantie expire (a) si le marché est octroyé au Soumissionnaire, lorsque nous recevons une copie du Marché signé et de la garantie de bonne exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ; ou (b) si le Marché n'est pas octroyé au



*[Signature]*

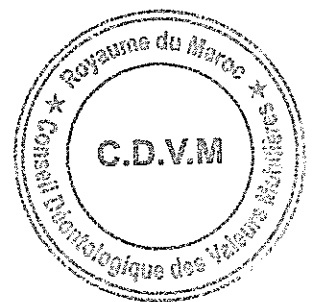
Soumissionnaire, à la première des dates suivantes : (i) lorsque nous recevrons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du soumissionnaire retenu, ou (ii) vingt-huit (28) jours après l'expiration de l'Offre.

Toute demande de paiement au titre de la présente garantie doit être reçue à cette date au plus tard.

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de Commerce Internationale (CCI) relatives aux garanties sur demande, Publication CCI no : 458.

Nom : *[nom complet de la personne signataire]* Titre *[capacité juridique de la personne signataire]*

Signé *[signature de la personne dont le nom et le titre figurent ci-dessus]*



*[Handwritten signature]*

---

**D. Modèle d'autorisation du Fabricant**

---

*[Le Soumissionnaire exige du Fabricant/Editeur qu'il prépare cette lettre conformément aux indications entre crochets. Cette lettre d'autorisation doit être à l'en tête du Fabricant et doit être signée par une personne dûment habilitée à signer des documents qui engagent le Fabricant/Editeur. Le Soumissionnaire inclut cette lettre dans son offre, si exigé dans les DPAO]*

Date *[insérer la date (jour, mois, année) de remise de l'offre]*  
AOI No.: *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]*  
Avis d'appel d'offres No.: *[insérer le numéro de l'avis d'Appel d'Offres]*

A: *[insérer nom complet de l'Acheteur]*

ATTENDU QUE :

*[insérer le nom complet du Fabricant]* sommes fabricant réputé de *[indiquer les Biens produits]* ayant nos usines *[indiquer adresse complète de l'usine]*

Nous autorisons par la présente *[indiquer le nom complet du Soumissionnaire]* à présenter une offre, et à éventuellement signer un marché avec vous pour l'Appel d'Offres N° *[insérer le numéro de l'Appel d'Offres]* pour ces fournitures fabriquées par nous.

Nous confirmons toutes nos garanties et nous nous portons garants conformément à la Clause 21.1 du Cahier des Clauses générales pour les Biens proposés par l'entreprise ci-dessus pour cet Appel d'Offres.

Nom *[insérer le nom complet de la personne signataire de l'autorisation]*  
En tant que *[indiquer la capacité du signataire]*

Signature *[insérer la signature]*

Dûment habilité à signer l'habilitation pour et au nom de *[insérer le nom complet du Fabricant]*

En date du \_\_\_\_\_ jour de \_\_\_\_\_ *[Insérer la date de signature]*



*[Signature]*

---

**E. Formulaires de qualification**

---

Afin de démontrer qu'il satisfait aux critères de qualifications requises pour exécuter le marché en conformité avec la Section III (Critères d'évaluation et de qualification), le Soumissionnaire fournira les renseignements demandés dans les formulaires de qualification ci-après.



Handwritten signature and initials.

## F. Fiche de renseignements sur le soumissionnaire

### Formulaire ELI – 1.1

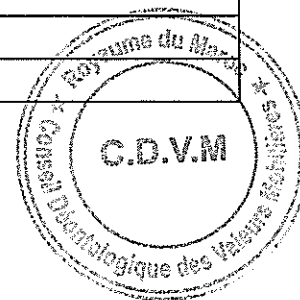
Date: \_\_\_\_\_

No. AOI : \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No \_\_\_\_\_

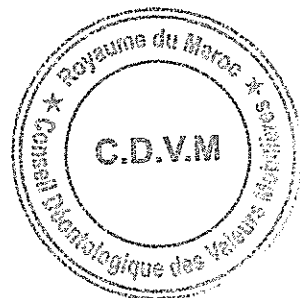
Page \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ pages

1. Nom légal du soumissionnaire :
2. Dans le cas d'un groupement d'entreprises, consortium ou association (GECA), nom légal de chaque partie :
3. Pays où le soumissionnaire est ou sera constitué en société :
4. Année à laquelle le soumissionnaire a été constitué en société :
5. Adresse légale du soumissionnaire dans le pays où il est constitué en société :
6. Actionnariat du soumissionnaire
7. Renseignements sur le représentant autorisé du soumissionnaire : Nom : Adresse : Numéro de téléphone/de télécopie : Adresse électronique :
8. Implantations au Maroc: (Répondre par Oui/Non)
9. Effectif moyen (au monde) du soumissionnaire
10. Effectif de la fonction support du soumissionnaire (Monde)
11. Effectif moyen (au Maroc) du soumissionnaire
12. Effectif affecté à la solution proposée



13. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes :

1. Dans le cas d'une entité unique, Statuts ou Documents constitutifs de l'entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des Clauses 4.1 et 4.2 des IS.
2. Dans le cas d'un GECA, lettre d'intention de former un GECA ou de signer un accord de GECA, conformément aux dispositions de l'article 4.1 des IS.
3. Dans le cas d'une entreprise publique du pays de l'Acheteur, tout document complémentaire qui n'est pas mentionné dans le paragraphe 1 ci-dessus et est nécessaire pour satisfaire aux dispositions de l'article 4.5 des IS.



Handwritten signatures and initials in black ink. There is a signature that appears to be "L. A." and another set of initials "M." below it.

## G. Fiche de renseignements sur chaque Partie d'un GECA

### Formulaire ELI – 1.2

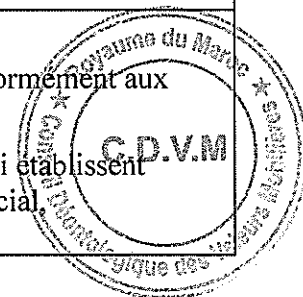
Date: \_\_\_\_\_

No. AOI: \_\_\_\_\_

Avis d'appel d'offres No : \_\_\_\_\_

Page \_\_\_\_ de \_\_\_\_ pages

1. Nom légal du soumissionnaire :
2. Nom légal de la partie du GECA:
3. Pays de constitution en société de la partie du GECA:
4. Année de constitution en société de la partie du GECA :
5. Adresse légale de la partie du GECA dans le pays de constitution en société :
6. Actionnariat de la partie du GECA :
7. Renseignements sur le représentant autorisé de la partie au GECA : Nom : Adresse : Numéro de téléphone/télécopie : Adresse électronique :
8. Implantations au Maroc: (Répondre par Oui/Non)
9. Effectif moyen (au monde) de la partie du GECA
10. Effectif de la fonction support de la partie du GECA (Monde)
11. Effectif moyen (au Maroc) de la partie du GECA
12. Effectif affecté à la solution proposée
13. Les copies des documents originaux qui suivent sont jointes : <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> <input type="checkbox"/> Statuts ou Documents constitutifs de l'entité légale susmentionnée, conformément aux dispositions des articles 4.1 et 4.2 des IS. <input type="checkbox"/> Dans le cas d'une entreprise publique du pays de l'Acheteur, documents qui établissent l'autonomie juridique et financière et le respect des règles de droit commercial, conformément aux dispositions de l'article 4.5 des IS.



12  
*[Signature]* *[Signature]*



## H. Antécédents de marchés non exécutés

### Formulaire CON - 2

*[Le formulaire ci-dessous doit être rempli par le Candidat et par chaque partenaire dans le cas d'un GECA]*

Nom légal du soumissionnaire : *[insérer le nom complet]*

Date : *[insérer jour, mois, année]*

ou

Nom légal de la Partie au GECA : *[insérer le nom complet]*

No. AOI et titre : *[numéro et titre de l'AOI]*

Page *[numéro de la page]* de *[nombre total de pages]* pages

<b>Marchés non exécutés selon les dispositions de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification</b>			
<input type="checkbox"/> Il n'y a pas eu de marché non exécutés pendant la période de <i>[nombre d'années]</i> ans stipulée à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, critère 2.2.1.			
<input type="checkbox"/> Marché(s) non exécuté(s) pendant la période de <i>[nombre d'années]</i> années stipulée à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, critère 2.2.1 :			
Année	Résultat, en pourcentage de l'actif total	Identification du contrat	Montant total du contrat (valeur actuelle en équivalent SUS)
<i>[insérer l'année]</i>	<i>[indiquer le montant et pourcentage]</i>	Identification du marché : <i>[indiquer le nom complet/numéro du marché et les autres formes d'identification]</i> Nom d'Acheteur : <i>[nom complet]</i> Adresse d'Acheteur : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i> Motifs de non-exécution : <i>[indiquer le (les) motif(s) principal (aux)]</i>	
<b>Litiges en instance, en vertu de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification</b>			
<input type="checkbox"/> Pas de litige en instance en vertu de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, critère 2.2.3.			
<input type="checkbox"/> Litige(s) en instance en vertu de la Section III, Critères d'évaluation et de qualification, critère 2.2.3:			



*[Signature]*

Année	Montant de la réclamation en pourcentage de la valeur nette de l'actif total	Identification du marché	Montant total du marché (valeur actuelle, équivalent en dollars E.U.)
<i>[insérer l'année]</i> _____	<i>[indiquer le pourcentage]</i> _____	Identification du marché : <i>[insérer nom complet et numéro du marché et autres formes d'identification]</i> Nom d'Acheteur : <i>[nom complet]</i> Adresse d'Acheteur : <i>[rue, numéro, ville, pays]</i> Objet du litige : <i>[indiquer les principaux points en litige]</i>	<i>[indiquer le montant]</i> _____
_____	_____	Identification du marché : Nom d'Acheteur : Adresse d'Acheteur : Objet du litige :	_____



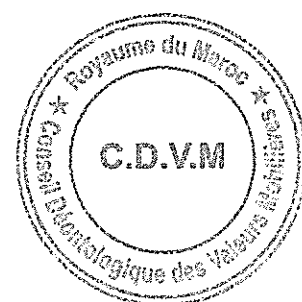
*[Signature]*

## I. Marchés en cours

### Formulaire CCC

Les Soumissionnaires et chaque partenaire de GECA doivent fournir les renseignements concernant leurs engagements courants pour tous les marchés attribués, ou pour lesquels ils ont reçu une notification d'attribution, lettre de marché, etc..., ou pour les marchés en voie d'achèvement, mais pour lesquels un certificat de réception provisoire sans réserve n'a pas été émis.

Intitulé du marché	Acheteur, contact adresse/tél/télécopie	Valeur des fournitures restant à exécuter (US\$ équivalents)	Date d'achèvement prévue	Montant moyen mensuel facturé au cours des 6 derniers mois (US\$/mois)
1.				
2.				
3.				
4.				
5.				
etc.				



*[Handwritten signature]*

## J. Situation financière

### Formulaire FIN – 3.1

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_ No. AOI: \_\_\_\_\_

Page \_\_\_ de \_\_\_ pages



A compléter par le soumissionnaire et, dans le cas d'un GECA, par chaque partie.

Données financières en équivalent US\$	Antécédents pour les _____ ( ) dernières années (équivalent milliers d'US\$)				
	Année 1	Année 2	Année ...	Année ...	Ratio moyen
Information obtenue des états financiers					
Total actif (TA)					
Total passif (TP)					
Avoirs net (PN)					
Disponibilités (D)					
Engagements (E)					
Information des comptes de résultats					
Recettes totales (RT)					
Bénéfices avant impôts (BAI)					

☐ On trouvera ci-après les copies des états financiers (bilans, y compris toutes les notes y afférents, et comptes de résultats) pour les années spécifiées ci-dessus et qui satisfont aux conditions suivantes :

- a) Ils doivent refléter la situation financière du soumissionnaire ou de la Partie au GECA, et non pas celle de la maison mère ou de filiales
- b) Les états financiers passés doivent être vérifiés par un expert-comptable agréé
- c) Les états financiers doivent être complets et inclure toutes les notes qui leur ont été ajoutées
- d) Les états financiers doivent correspondre aux périodes comptables déjà terminées et vérifiées (les états financiers de périodes partielles ne seront ni demandés ni acceptés)



## K. Chiffre d'affaires annuel moyen

### Formulaire FIN – 3.2

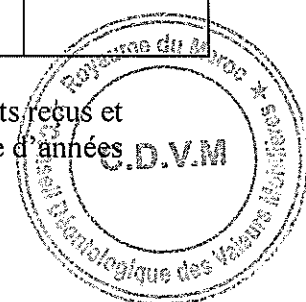
Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_ No. AOI: \_\_\_\_\_

Page \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ pages

Année	Montant et monnaie	Equivalent US\$	% du CA dans des projets similaires à l'objet du présent appel d'offre	% CA alloué à la R&D
	_____	_____		
	_____	_____		
	_____	_____		
	_____	_____		
	_____	_____		
	_____	_____		
*Chiffre d'affaires moyen	_____	_____		

\*Le chiffre d'affaires annuel moyen est calculé comme le total des paiements reçus et certifiés pour l'approvisionnement en cours ou terminé, divisé par le nombre d'années spécifié dans la Section III, 2. 3.2.



*Handwritten signature and initials.*

---

**L. Capacité de financement**

---

**Formulaire FIN – 3.3**

Indiquer les sources de financement (liquidités, actifs réels non grevés, lignes de crédit et autres moyens financiers nécessaires pour les besoins de trésorerie au(x) marché(s) considéré(s), nets des engagements pris par le Soumissionnaire au titre d'autres marchés comme requis à la Section III, Critères d'évaluation et de qualification.

Source de financement	Montant (US\$ équivalents)
1.	
2.	
3.	
4.	



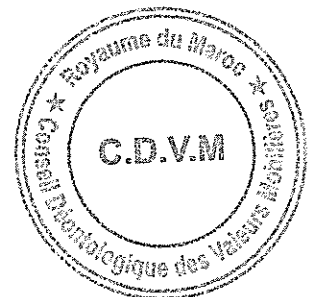
12  
2/1  
du

## M. Expérience

### Formulaire EXP – 4.1

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_ Date: \_\_\_\_\_  
 Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_ No. AOI : \_\_\_\_\_  
 Page \_\_\_\_\_ de \_\_\_\_\_ pages

Numéro de marché similaire : ____ de ____ requis	Renseignements		
Identification du marché			
Date d'attribution			
Date d'achèvement			
Rôle dans le marché			
Montant total du marché			US\$ _____
Dans le cas d'une partie à un GECA ou d'un sous-traitant, préciser la participation au montant total du marché	____ %		US\$ _____
Nom de l'Acheteur :			
Adresse :			
Numéro de téléphone/télécopie :			
Adresse électronique :			



12  
 1/1  
 am

## Expérience (suite)

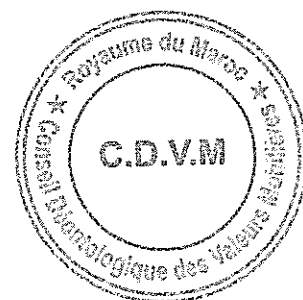
### Formulaire EXP – 4.1 (suite)

Nom légal du soumissionnaire : \_\_\_\_\_

Nom légal de la partie au GECA : \_\_\_\_\_

Page \_\_ de \_\_ pages

No. du marché similaire : __de__requis	Renseignements
Description de la similitude conformément au 2. 4.1 de la Section III :	
Montant	<div style="border-bottom: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Taille physique	<div style="border-bottom: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Complexité	<div style="border-bottom: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Méthodes/Technologie	<div style="border-bottom: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>
Autres caractéristiques	<div style="border-bottom: 1px solid black; height: 1.2em; width: 100%;"></div>





**Personnel proposé****Formulaire PER -1**

Le Soumissionnaire doit fournir les noms de personnels ayant les qualifications requises comme exigées dans la Section III. Les renseignements concernant leur expérience devront être indiqués dans le Formulaire ci-dessous à remplir pour chaque candidat.

1.	Désignation du poste*
	Nom
2.	Désignation du poste*
	Nom
3	Désignation du poste*
	Nom

*\*Selon la liste de la Section III.*



*[Handwritten signature]*  
*[Handwritten signature]*

## Curriculum vitae du Personnel proposé

### Formulaire PER-2

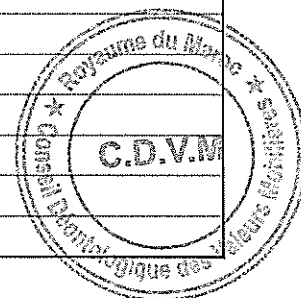
Nom du Soumissionnaire

Poste

<b>Renseignements personnels</b>	<b>Nom</b>	<b>Date de naissance</b>
	<b>Qualifications professionnelles</b>	
<b>Employeur actuel</b>	<b>Nom de l'employeur</b>	
	<b>Adresse de l'employeur</b>	
	<b>Téléphone</b>	<b>Contact (responsable / chargé du personnel)</b>
	<b>Télécopie</b>	<b>E-mail</b>
	<b>Emploi tenu</b>	<b>Nombre d'années avec le présent employeur</b>

Résumer l'expérience professionnelle des 10 dernières années en ordre chronologique inverse. Indiquer l'expérience technique et de gestionnaire pertinente pour le projet.

De	À	Société / Projet / Position / expérience technique et de gestionnaire pertinente



22

## Section V. Pays Eligibles

### Eligibilité des Biens, Travaux et Services connexes pour les acquisitions financées par la Banque

#### **A. Dispositions du Paragraphe 1.6 des Règles et Procédures applicables aux acquisitions de Biens et Travaux de la Banque**

1.6 Le Fonds africain de développement (FAD) autorise les entreprises et ressortissants de tous les pays à offrir des biens, travaux et services (autres que des services de consultants) dans le cadre des opérations financées sur les ressources du FAD. Toutefois, le produit de tout prêt, investissement ou autre financement dans le cadre des opérations de la Banque africaine de développement (BAD) et du Fonds spécial du Nigeria (FSN), servira à l'acquisition de biens et des travaux, y compris les services connexes, fournis par des soumissionnaires originaires de pays membres éligibles<sup>10 11</sup>. Toutes conditions de participation à un marché doivent être limitées à celles qui sont essentielles pour assurer que le soumissionnaire possède les capacités requises pour exécuter le contrat concerné. Dans le cas des opérations financées à partir des ressources de la BAD et du FSN, les soumissionnaires originaires de pays non membres ne sont pas admis, même s'ils proposent lesdits biens, travaux et services connexes (y compris le transport et l'assurance) à partir de pays membres éligibles. Toute dérogation à cette règle ne se fera que conformément aux dispositions des articles 17.1(d) de l'Accord portant création de la Banque africaine de développement, et 4.1 de l'Accord portant création du Fonds spécial du Nigeria.

#### **B. Dispositions de l'Annexe 4 des Règles et Procédures applicables aux acquisitions de Biens et Travaux de la Banque**

##### **Généralités**

1. Les critères d'éligibilité à la participation à la fourniture de biens, travaux et services connexes dans le cadre de projets et de prêts financés par la BAD et le FSN, découlent des dispositions de l'Accord portant création de la Banque africaine de développement en son Article 17.1(d), et de l'Accord portant création du Fonds Spécial du Nigeria (FSN), en son Article 4.1. Les exigences ci-dessus consacrent deux types de critères d'éligibilité :

- (a) L'éligibilité du soumissionnaire ;
- (b) L'éligibilité des biens, des travaux et des services connexes.

##### **Éligibilité du soumissionnaire**

2. L'éligibilité du soumissionnaire doit être fonction de sa nationalité, conformément aux Règles ci-après :



<sup>10</sup> Voir Annexe 4 pour des informations complémentaires sur l'éligibilité.

<sup>11</sup> « Pays membres éligibles » ou « pays membres » signifie : (a) dans le cas de la Banque africaine de développement et du Fonds spécial du Nigeria, les Pays Membres de la Banque africaine de développement.

12  
12 an

- (a) Personne physique : une personne physique est éligible si elle est ressortissante d'un pays membre de la Banque ou d'un État participant du Fonds. Lorsqu'une personne a plus d'une nationalité, elle n'est éligible que si le pays d'origine indiqué sur son offre est membre de la Banque ou d'un État participant du Fonds
- (b) Personne morale : une personne morale est éligible à condition de satisfaire aux critères suivants :
1. elle a été constituée dans un pays membre de la Banque ou dans un État participant du FAD ;
  2. elle a la nationalité d'un pays membre de la Banque ou d'un État participant du Fonds, telle que déterminée par la législation du lieu de sa constitution ;
  3. son principal centre d'activités se trouve dans un pays membre de la Banque ou dans un État participant du Fonds.
- (c) Groupeements et associations : un groupement, partenariat ou une association non formé(e) en société n'est éligible que si 60 % au moins des membres (personnes physiques ou morales) sont des particuliers ou des personnes morales éligibles.

### **Éligibilité des biens, travaux et services connexes**

3. Pour être éligibles, les biens à fournir doivent être extraits, cultivés ou produits dans un pays membre dans la forme où ils sont achetés.
4. Pour les marchés de travaux qui peuvent comprendre des travaux de génie civil, de construction d'usines ou des contrats clés en main, l'entrepreneur doit satisfaire aux critères d'éligibilité nationale soit en tant que personne physique, ou comme société, groupements ou association. Le personnel, les équipements et les matériaux nécessaires à l'exécution des travaux doivent provenir de pays membres.
5. Pour les marchés attribués sur la base de coût-assurance-fret (CIF) ou port et assurance payés (CIP), les soumissionnaires pourront librement prendre les dispositions nécessaires au transport maritime ou autre, ainsi qu'à l'assurance correspondante, auprès de tout pays membre éligible. D'autre part, lorsque les biens sont acheminés sur la base FOB et que la Banque a accepté de financer à part le transport et l'assurance qui font l'objet d'un contrat séparé, la Banque doit s'assurer que ces services sont fournis par des prestataires éligibles originaires de pays membres.



*Handwritten signature and initials.*

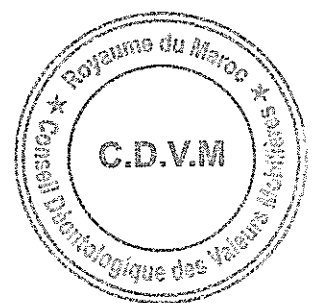
**C. Pays éligibles**

Tableau 3		
Etats Membres du Groupe de la Banque		
Pays Membres régionaux		Pays Membres non régionaux
Algérie	Lesotho	Argentine
Angola	Madagascar	Autriche
Bénin	Mali	Belgique
Botswana	Malawi	Brésil
Burkina Faso	Mauritanie	Canada
Burundi	Maurice	République Populaire de Chine
Cameroun	Maroc	Danemark
Cap Vert	Mozambique	Finlande
République Centrafricaine	Namibie	France
Tchad	Niger	Allemagne
Comores	Nigeria	Inde
Congo	Rwanda	Italie
Congo, RDC	Sao Tome et Principe	Japon
Cote d'Ivoire	Sénégal	Corée du Sud
Djibouti	Seychelles	Kuwait
Egypte	Sierra Leone	Pays Bas
Guinée Equatoriale	Somalie	Norvège
Erythrée	République d'Afrique du Sud	Portugal
Ethiopie	Soudan	Arabie Saoudite
Gabon	Swaziland	Espagne
Gambie	Tanzanie	Suède
Ghana	Togo	Suisse
Guinée	Tunisie	Royaume Uni
Guinée Bissau	Uganda	Etats-Unis d'Amérique
Kenya	Zambie	Turquie
Liberia	Zimbabwe	
Libye		

Directeur Général


 Hassan BOULAKNADAL





A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized first name followed by a surname, with a horizontal line drawn through the middle of the signature.